

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Édité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI
5 JUIN 1976

Belgique : 15 FB. Suisse : 1 FS.

La majorité règle ses comptes

COUP POUR COUP

Ce n'est plus le malaise, c'est la crise ouverte dans la majorité. Au point que Giscard et Chirac passent le week-end ensemble pour s'efforcer d'éviter l'irréparable : une rupture ouverte entre Ri, CDS d'un côté et une partie, voire la majorité de l'UDR de l'autre.

Petit à petit, le voile se lève sur les petites et grandes manœuvres qui ont conduit à un tel état de tension. La promotion de Chirac par Giscard au rang de coordinateur de la majorité dans la perspective des batailles électorales de 77 et 78 était une opération destinée à faire avaliser par l'ensemble de la majorité la tactique préélectorale de Giscard (« réformes » et fermeté sur fond de redémarrage économique), à isoler les fractions les plus immobilistes de la majorité au profit des fractions montantes plus empiriques, plus inventives dans une certaine mesure. En nommant Chirac grand coordinateur, Giscard entendait neutraliser l'UDR, y compris la fraction de ce parti qui, depuis quelques mois, se tient en embuscade et attend son heure dans le climat actuel de perte de crédit du régime... Une tactique destinée également à laminer davantage encore l'UDR à l'heure où se décideront les investitures pour les municipales et les législatives.

Comme le note sans détour Raymond Barrillon, dans *Le Monde*, l'opération Chirac « coordinateur et animateur » de la majorité a totalement échoué. L'UDR a flairé le piège et est partie à la contre-attaque. Son atout majeur, c'est la force de sa fraction parlementaire, la plus importante de la majorité. Ce qui lui permet de tendre toutes les chaussetrappes possibles et imaginables à l'exécutif giscardien à un moment où celui-ci s'efforce de regagner du crédit en précisant ses orientations politiques et en faisant passer quelques « réformes ». C'est autour du débat sur les plus-values que le conflit s'est noué en toute clarté : Giscard et Fourcade y ont engagé la responsabilité morale et politique du gouvernement. Ils ont fait de ce projet de loi comme un symbole de la volonté de l'équipe giscardienne de gouverner, d'aller de l'avant, de mettre de l'ordre et d'imposer ses orientations à l'ensemble de la majorité. Un test qui prend naturellement tout son sens dans la perspective des batailles électorales. La réponse du berger à la bergère ne s'est pas fait attendre. La fraction parlementaire de l'UDR a entrepris le sabotage systématique du projet de loi. A l'occasion du débat, les députés

JDR ont multiplié les impertinences à l'égard du Président de la République soi-même. Les admonestations de Chirac et de Fourcade, la réception de Guéna, secrétaire général de l'UDR, à l'Élysée n'y ont rien fait. La fronde de l'UDR est dirigée directement contre Giscard et sa politique ; et plus seulement contre les partis rivaux Ri et CDS. Et il est bien évident que la clé de l'explication de cette attitude est beaucoup moins les divergences qui peuvent exister sur les problèmes militaires ou la question des plus-values que le crime imputé, pas tout à fait à tort, à Giscard : celui d'avoir profité de ces débats pour enfoncer la tête sous l'eau à une bonne partie de l'UDR en attendant de lui porter le coup de grâce à l'occasion des prochaines échéances électorales.

Que sortira-t-il de la confrontation au sommet du week-end ? Nous ne sommes pas les seuls à avoir remarqué que Chirac avait pris soin de ne pas se mouiller dans le débat militaire qui vient de faire rage et que depuis le début de l'ouverture des hostilités, il évite de se prononcer sur le fond. Ce n'est pas pour rien non plus qu'il s'est décommandé pour l'émission de télé à laquelle il devait participer ce jeudi... Une façon de prendre ses distances par rapport aux manœuvres présidentielles ? Probable. En attendant, les Ri sonnent la charge et leur secrétaire général, Dominati, indique sans ambage que la porte (de sortie) est grande ouverte à ceux qui, dans la majorité, ne veulent pas se plier aux règles de conduite de l'action présidentielle ; sous-entendu : ceux qui aujourd'hui s'amusent à la guérilla parlementaire contre les orientations de Giscard pourront s'accrocher demain pour avoir leurs investitures électorales... La majorité vit à l'heure de la loi du talion.

Malgré tout, il est vraisemblable que de la réunion du week-end sortira un plan de sauvetage. Il n'est guère imaginable que Giscard congédie Chirac et se lance dans la guerre ouverte contre l'UDR deux mois après l'avoir promu...

Son blason présidentiel lui-même s'en trouverait sérieusement terni. On va donc replâtrer. Mais, si cessez-le-feu il y a, on sera encore bien loin de la fin de la guerre. Plus sont proches les échéances électorales, et plus les empoignades seront chaudes. Du beau spectacle en perspective...

Alain Brossat

Querelle CGT - CFDT

REPONDRE A LA DIVISION PAR LA DIVISION ?

LIRE PAGE 6

ENCORE 4 462,56 IRREDUCTIBLES EN BULGARIE !

Les dirigeants communistes bulgares ont de quoi se frotter les mains : « la démocratie socialiste » y atteint des chiffres records. Au hit-parade des élections « socialistes », la Bulgarie arrive de loin la première avec 99,93 % des suffrages pour la liste unique. Todor Jivkov, chef de l'Etat et en même temps chef du parti, a pour sa part crevé à jamais les plafonds de la popularité avec 100 % des voix et aucune abstention dans sa circonscription. Cependant pour passer du « socialisme » au « communisme » il reste encore à gagner les 0,07 % des votants qui ont voté Pieds Nickelés, soit 4 462,56 irréductibles qui empêchent encore de dormir les bienheureux.

Espagne :

le congrès des Commissions
Ouvrières interdit

p. 3

Armée :

quand la S.M s'en mêle

p.8

Viol : quelle

défense pour les femmes ?

p.9



LE DEFI DES SOLDATS ITALIENS

De notre envoyé spécial J.Y. Potel

Udine, le 4 juin

Tenir une réunion nationale de soldats en pleine campagne électorale est déjà un fait important. Mais tenir une deuxième réunion, après celle de novembre dernier, l'annoncer publiquement plusieurs semaines à l'avance, la préparer dans des coordinations régionales et des assemblées de chambrées, la convoquer au cœur de la plus grosse région militaire (Frioul), constitue un événement politique sans précédent.

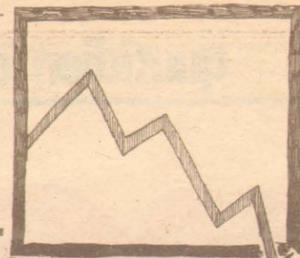
Cette assemblée aura lieu ce dimanche à Udine (Frioul, région sinistrée par le récent tremblement de terre). Seront présents la Coordination régionale des soldats du Frioul, des délégations nationales du mouvement des soldats, des sous-

officiers et des officiers démocratiques, des comités de chômeurs, des organisations syndicales et politiques.

Cette manifestation constitue déjà en elle-même un avertissement pour l'avenir. Le mouvement des soldats italiens, qui a connu un énorme développement de sa lutte contre le règlement Forlani, qui a fait reculer le ministre de la Défense, est plus fort que jamais. Il a ses exigences et un gouvernement de gauche devra les satisfaire.

Certes, la période électorale favorise un certain attentisme de la masse des soldats. Mais il ne doit pas tromper. Il est conjoncturel et va de pair avec une grande disponibilité, une volonté de lutte qu'exprimera, avant les élections la réunion de dimanche.

Lire la suite page 2



Suite de la Page 1

Les questions en débat dans le mouvement sont centrées sur l'attitude à prendre en cas de victoire d'un gouvernement de gauche, des discussions sur les revendications (solde, libertés, conditions de vie), sur les formes d'organisation (délégués élus et révocables en assemblée de chambre); mais aussi sur les perspectives à plus long terme. Et sur ce dernier point, la liaison entre les soldats et les sinistrés du tremblement de terre du Frioul est très riche d'enseignements: quelle armée voulons-nous? Comment concevoir les rapports armée/travailleurs?

L'armée et les travailleurs

Le tremblement de terre du mois dernier a secoué une région que la bourgeoisie italienne veut depuis des années transformer en immense camp militaire. La militarisation du Frioul est au centre des projets de restructuration de l'armée italienne sous la houlette de l'OTAN. Les secours ont été organisés dans cet esprit. D'abord, l'armée n'est intervenue que lentement: 10 à 15% des effectifs militaires y étaient engagés. Ensuite, pour éviter la solidarité entre les soldats et la population, le commandement a non seulement cantonné les bidasses dans leurs casernes, supprimé les permissions, mais il a donné de plus en plus de tâches à des corps spéciaux très sûrs. La masse des soldats a réagi et n'a pu supporter les ordres imbéciles qui se résument à l'inactivité. Spontanément d'abord, de manière plus systématique ensuite, ils sont allés, contre les consignes officielles, aider les sinistrés.

La hiérarchie a réagi vivement, mais elle n'a pu empêcher la fraternisation. Un soldat nous raconte: « La fraternisation est allée très loin, il y avait toujours eu une incompréhension entre les civils et les soldats, mais maintenant, les soldats ont compris que l'hostilité des civils était artificielle, provoquée par la politique de la hiérarchie. Cela on l'a compris en travaillant ensemble, en discutant ». Cette fraternisation est prise en exemple pour concrétiser les rapports entre les travailleurs et l'armée, dont discutent les soldats. Les organisations d'extrême-gauche en déduisent la nécessité de lutter pour le « contrôle populaire sur les Forces armées ». Lotta Continua, par exemple, avance, trois mots d'ordre centraux: Pour la démilitarisation du Frioul et la suspension immédiate des servitudes militaires, Les soldats aux côtés des ouvriers pour un contrôle démocratique et populaire de la reconstruction du Frioul, Pour l'unité ouvriers-soldats; Pour la démocratisation et le contrôle populaire sur les forces armées ».

Ces thèmes ne sont pas exempts d'illusion sur la possibilité de démocratisation des Forces armées, sur une défense « pacifique et neutre », etc. Mais ils marquent aussi une politisation du mouvement qui, par ses expériences de lutte et dans un contexte de victoire probable, de la gauche aux élections se trouve confronté à des problèmes nouveaux.

J.Y. Potel

PAS DE JOURNAL LUNDI

Lundi prochain, c'est le lundi de Pentecôte et Rouge ne paraîtra pas. Un dimanche de repos, enfin, qui nous permettra d'être présents à la fête de Lutte Ouvrière. Rendez-vous mardi matin.

URSS

LE MOUJIK LE BUREAUCRATE ET LA

Pénurie alimentaire et manifestations de mécontentement se profilent sur le fond de la crise de l'agriculture soviétique

C'est l'année des vaches maigres pour le consommateur soviétique qui doit resserrer d'un cran sa ceinture. La viande se fait rare, les fruits et légumes sont hors de prix sur le marché libre, la fameuse patate soviétique, la kartochnka, a disparu des magasins d'Etat et sur le marché kolkhozien, son prix atteint celui de la viande. Quant au pain les appels répétés des autorités à ne pas le gaspiller, indiquent suffisamment clairement que les stocks sont bas. (Voir Rouge n° 50) Des bruits courent déjà sur des manifestations spontanées qui auraient eu lieu à Kiev et Rostov-sur-le-Don, où des ménagères en colère auraient brisé les vitrines des magasins d'alimentation, vides. Des voyageurs revenant de Riga assurent que les dockers y auraient déclenché une grève sauvage de protestation. En 1970, pendant la précédente période de pénurie qui était pourtant bien moins importante que celle d'aujourd'hui de fortes manifestations de mécontentement s'étaient déjà produites. A Sverdlovsk par exemple, toutes les femmes d'une usine d'armement avaient quitté l'usine en déclarant qu'elles ne rentreraient que lorsqu'elles auraient trouvé de la viande. Un peu partout alors on réclamait le retour au carnet de rationnement, qui permettrait au moins d'être assuré d'un approvisionnement régulier. En est-on arrivé là aujourd'hui? Ce qui est sûr, c'est que la situation est au centre des préoccupations de la bureaucratie car plus encore que les difficultés économiques, ce qu'ils redoutent par dessus tout c'est un réveil de la classe ouvrière.

LA CRISE CHRONIQUE DE L'AGRICULTURE

La pénurie alimentaire a pour cause profonde la crise permanente de la production agricole. Véritable talon d'Achille de l'économie soviétique, l'agriculture a connu l'année dernière ses plus mauvais résultats depuis l'époque de Krouttchev: 1/3 de déficit sur la production céréalière prévue, une chute de près de 20% du cheptel, par manque de fourrage et de céréales. Et cette année les résultats ne seront guère brillants, la récolte d'hiver a durement souffert quant à la récolte d'été, elle est d'ores et déjà compromise, les semailles de printemps ayant subi beaucoup de retard.

On invoque à chaque fois le Dieu Météo, pour tenter de se justifier. Mais l'argument est peu crédible. Certes l'URSS connaît des conditions climatiques défavorables. Mais pas plus que le Canada qui se trouve dans une condition similaire et qui reste pourtant l'un des plus gros producteurs céréaliers. Qu'on se souvienne de la Russie Tsariste, véritable grenier à grain de l'Europe. L'Union Soviétique a mis des dizaines d'années à revenir au niveau de la production, en chiffres absolus, aux chiffres de 1913. Relativement le taux de population et aux moyens techniques employés, elle n'a toujours pas réussi à le dépasser. Plus de cinquante ans après la révolution, après trente ans de paix, la productivité de l'agriculteur soviétique est plus faible que celle de l'agriculteur américain.

Pourtant que d'efforts depuis Krouttchev, à qui l'on avait reproché ses mauvais résultats, que d'appels, d'injonctions, de directives, de décrets

de résolutions du Comité Central, commissions et sous-commissions, rien n'a réussi à faire sortir l'agriculture de son profond sommeil. Pas même le gigantesque effort d'investissement fourni depuis 10 ans: sur les 320 milliards de roubles investis depuis le premier quinquennat, les 2/3 l'ont été au cours des trois dernières années. Les investissements agricoles représentent plus du quart du budget aujourd'hui, alors que la production ne fait que 20% du revenu national.

Alors périodiquement on invoque les mauvais fonctionnements de la machine. On apprend par la presse qu'ici des tracteurs sont livrés sans

roues, que là il manque des pièces, détachées pour faire fonctionner les machines agricoles, dont le parc est très mal entretenu - faute de spécialistes. Combien de millions de tonnes de céréales ont été ainsi perdues chaque année, pourries sur pied à cause du fonctionnement bureaucratique du système? Mais là encore, ce sont des effets secondaires. Non, la contradiction fondamentale que la bureaucratie n'arrivera jamais à résoudre, c'est l'opposition passive, mais irréductible, de la paysannerie qui s'est définitivement scellée lors de la tragédie de la collectivisation forcée des années 29-32.

Depuis le début les crises agricoles rythment l'histoire de l'économie soviétique. Les paysans sur le dos desquels s'est faite l'industrialisation à marche forcée, se vengent encore aujourd'hui, 45 ans après la collectivisation forcée. N'ayant aucun moyen d'exprimer leurs intérêts que la résistance passive, ils se sont constamment affrontés à la bureaucratie sur la question des lopins privés. Ces minuscules lots individuels qui ne représentent que 1% des terres cultivées fournissent 42% des légumes, 34% des pommes de terre, 19% de la viande! Ce n'est pas là la moindre paradoxe. Périodiquement les dirigeants ont essayé de faire cesser ce « scandale » du réduisant les lopins, mais à chaque fois, il s'en suivait une chute verticale de la production agricole. Brejnev, lui, a essayé une tactique différente faite de concessions aux Paysans. Il abolit les limites imposées aux lopins, relève les prix des produits agricoles, mène une politique

CUISINIÈRE

d'investissements massifs, qui a largement élevé le niveau de vie à la campagne, diminuant l'écart avec la ville. Mais toutes ces mesures, si elles ont amenées une notable augmentation de la productivité n'ont pas fondamentalement éliminés les facteurs de la crise.

Les nouvelles mesures

La bureaucratie vient de prendre deux séries de mesures apparemment contradictoires. D'une part une mobilisation exceptionnelle pour que la récolte soit faite à temps, par de très importantes concessions aux paysans. Les conducteurs de machines agricoles recevront s'ils remplissent les normes 1/2 kg de céréales par ha moissonné, ils bénéficieront par ailleurs de tarifs préférentiels pour l'achat de céréales, afin de nourrir leurs animaux. On va même jusqu'à accorder 50% de la récolte à un paysan qui aura fauché à la main un pré qui ne peut l'être à la machine. Ces concessions exceptionnelles sont bien sûr présentées comme des mesures ponctuelles. Leur dynamique est dangereuse car elle va pousser paysans à des vressions de plus en plus fortes pour l'élargissement du secteur privé, ce que de toute manière, la bureaucratie ne peut leur accorder, vu le potentiel d'éclatement social que cela représenterait. C'est pourquoi, afin de désamorcer la dynamique de concessions ainsi enclenchées, le comité central vient de prendre une résolution qui prévoit à long terme une unification du statut de la propriété agricole. Ce qui implique n'en déplaise à l'Humanité, la disparition du lopin. Tournant de la politique agricole? Finie l'ère des concessions? Rien n'est moins sûr, car ce type de bonne résolution à long terme risque fort sous la pression des faits de rester lettre morte.

Sacha Blumkine

MEETING A PARIS

MARDI 8 JUIN
MUTUALITE
20 H 30



LIBAN

Les dirigeants de la Résistance palestinienne créent un commandement unifié

Les dirigeants des différents mouvements palestiniens ont tenu, vendredi à midi, une réunion à Beyrouth, au cours de laquelle, ils ont décidé de créer un commandement militaire palestinien unifié, annonce l'agence de la révolution arabe (ARNA), captée à Paris.

Au cours de cette réunion, ajoute l'agence, les dirigeants palestiniens ont décidé également de mettre sur pied un organe central d'information, de nommer un seul porte-parole qui serait autorisé à faire des déclarations palestiniennes unifiées, et enfin, de regrouper les appareils administratifs palestiniens.

Ces décisions, poursuit ARNA, ont été prises après un contact avec le président du comité exécutif de l'Organisation de la Libération de la Palestine (CEOLP), M. Yasser Arafat, qui est en Lybie actuellement.

Enfin, l'agence précise que ces mesures ont été adoptées en concertation avec « Le Mouvement National Libanais et l'Armée Arabe du Liban ».

AFP

Lutte des hospitaliers dans toute l'Espagne

GREVE QUASI-TOTALE DES INFIRMIERES A MADRID

Depuis quatre jours, les infirmières et infirmiers — élèves et professionnels — sont en lutte. Partie de Madrid, la grève a été quasi totale dans cette ville jusqu'à aujourd'hui. Les infirmières réclament: la création d'écoles d'infirmières mixtes et le statut d'universitaire correspondant aux 5 années d'études qu'elles doivent effectuer (cela fait 6 ans qu'elles avancent cette revendication) unifiant les différentes écoles actuelles, la possibilité pour les infirmières, étudiantes et professionnelles, d'être partie prenante de la réforme devant définir leur statut et de participer à la gestion des écoles, un système de santé démocratique pour tous sous le contrôle de la population.

Après une première manifestation à Madrid regroupant 3000 infirmières et infirmiers mardi soir, manif qui fut dispersée par la police, une assemblée générale se prononça pour la grève dès le lendemain, et une commission de 32 personnes — 2 par hôpital — fut élue

pour aller négocier avec le ministère de l'Education et des Sciences.

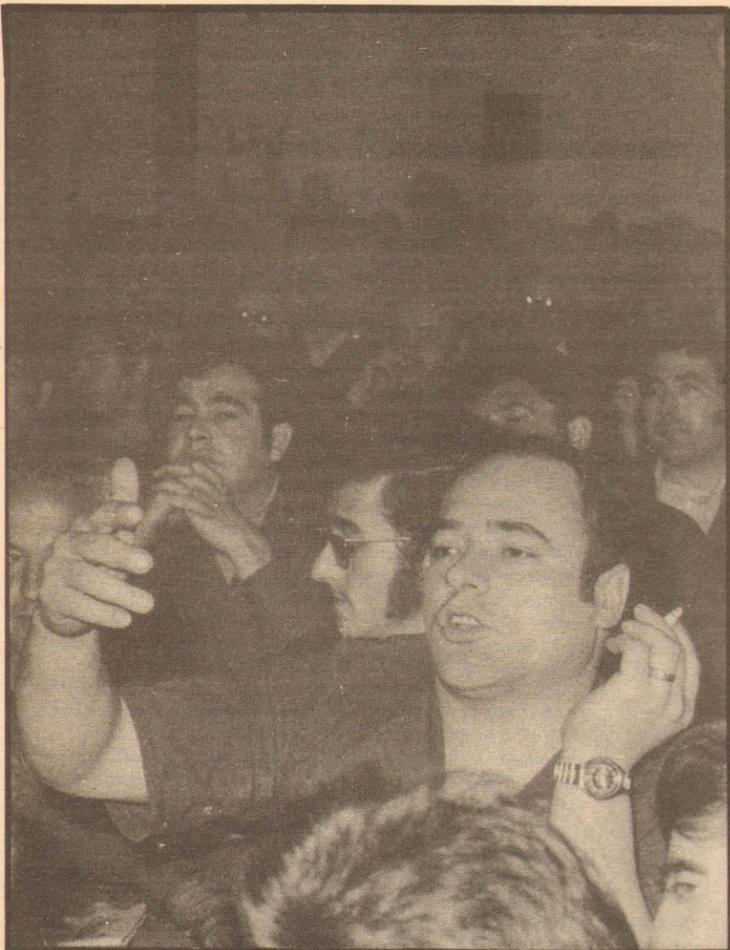
Nous avons pu rencontrer une des déléguées, malgré les difficultés à pénétrer dans les hôpitaux de Madrid (on doit montrer patte blanche à l'entrée, même pour aller voir un parent malade...). Elle nous a dit: « Le secrétariat du ministère s'est montré très intransigeant. Ils nous ont dit, sur un ton définitif, qu'ils se refusaient à discuter de quoi que ce soit si nous ne cessions pas immédiatement la grève et ils ont refusé de donner une réponse à nos revendications dans les 24 heures comme l'exigeait l'assemblée générale. Ce n'est pas cela qui nous arrêtera. Au contraire, le conflit s'étend de jour en jour. Tout le personnel sanitaire y participe et une partie des médecins nous soutient. Nous avons pris contact avec les infirmières des autres villes et nous avons rédigé un tract à l'intention de la population pour expliquer le sens de notre lutte. Hier, plusieurs centaines

d'entre nous ont défilé en ville avec des pancartes et nous avons commencé à organiser des piquets de grève pour empêcher le fonctionnement normal des cuisines et des buanderies. Il faut dire que pour la seule région de Madrid, notre lutte concerne 18 000 travailleuses et travailleurs ».

Jeudi, le conflit s'étendait à de nombreuses autres villes dont Santander, Lugo, Santiago, Bilbao et Barcelone où 3 000 infirmières ont défilé dans la ville.

A l'heure qu'il est, le secrétariat du ministère a accepté d'examiner les revendications avancées, affirmant que si ces études devaient être considérées comme des études de grade universitaire les exigences imposées pour rentrer à l'université seraient de même type que pour les autres étudiants et qu'il ne pourrait y avoir de telles facultés que dans certaines universités seulement. Pour le reste du personnel hospitalier, celui-ci devait être formé dans

des centres correspondants à son niveau d'études. La coordination des commissions ouvrières de la santé dénonce pour sa part « le caractère de classe de cette revendication, affirmant qu'il s'agit de lutter pour une formation continue et gratuite de tous les travailleurs des hôpitaux, correspondant aux besoins réels de la population en ce qui concerne le système de la santé ». Les infirmières rétorquent que l'amélioration des conditions de leurs études ne va pas à l'encontre de la promotion professionnelle des auxiliaires de la santé, bien au contraire. A l'heure qu'il est, elles ont accepté de suspendre la grève jusqu'à mardi devant la promesse des autorités d'apporter ce jour-là une réponse à leurs revendications. Elles décideront alors si les propositions qui leur sont faites sont acceptables, où si elles prennent une attitude plus dure, décrétant la grève générale dans tous les centres hospitaliers du pays.



ESPAGNE

RAIDISSEMENT FACE AUX LUTTES

- Juan Francos aux Etats-Unis
- Arrestations à Madrid des dirigeants de l'opposition démocratique
- Vague de grèves dans le bâtiment
- Fraga interdit le Congrès des Commissions Ouvrières

Pour la première fois de sa vie, Juan Carlos a prononcé le mot de « démocratie » pour définir le régime politique vers lequel devait s'acheminer l'Etat espagnol. C'était au cours de la visite que le couple royal espagnol a effectué aux Etats-Unis.

Mais il faut croire que ce terrible mot écorche encore bien des bouches à Madrid. raga Iribarne, qui joue volontiers les « réformistes » au sein du gouvernement n'a pas oublié qu'il était ministre de l'Intérieur, puisqu'il a interdit aux Commissions Ouvrières (CCOO) de tenir le congrès que ce syndicat avait projeté de tenir.

Par ailleurs, un ancien membre du comité exécutif du PCE, Santiago Alvarez a été arrêté jeudi soir à son domicile dans la capitale, sans qu'aucune explication ait été donnée. C'est d'ailleurs le même jour que Rafael Calvo Serrer, membre de la coordination démocratique a été arrêté à son retour d'exil à l'aéroport de Madrid. Calvo Serrer avait quitté l'Espagne en 1971 après la fermeture du quotidien *Madrid* qu'il dirigeait. De son exil à Paris, il avait violemment pris à partie le régime à propos de l'affaire Matesa, où des membres de l'Opus Dei étaient mêlés à un scandale financier.

L'actualité sociale reste chargée cependant ; un important mouvement de grève dans la con-

struction se développe dans toute l'Espagne. A Santander et dans la région de la côte nord, 12 000 travailleurs appartenant à 1500 entreprises font grève depuis le 23 mai dernier, pour la semaine de 40 heures et un mois de congé annuel.

Dans la province de Cadix, ce sont 20 000 travailleurs du bâtiment qui font grève depuis le 10 mai dernier. Réunis en AG jeudi, les grévistes ont exigé entre autre, avant de reprendre le travail, la réintégration de tous leurs camarades licenciés.

La garde civile a annoncé à Barcelone que 4 ouvriers de l'usine métallurgique *Motor Iberica* ont été arrêtés en début de semaine. En grève depuis le 28 avril dernier, la situation s'est brusquement tendue mardi dernier quand le patronat a annoncé le licenciement pour fait de grève de 1800 des 5000 travailleurs de l'entreprise. Nous publions ci-dessous l'interview que nous a accordé il y a plusieurs jours l'un des dirigeants de la commission ouvrière de la *Motor Iberica*, membre de la Ligue Communiste (organisation sympathisante de la IV^e Internationale) et qui participait à la délégation venue en France populariser auprès des autres usines de la multinationale la lutte des métallos catalans.

M.R.

LA LUTTE DES METALLOS CATALANS

Interview d'un camarade de la LC, membre de la Commission Ouvrière de Motor Iberica

Peux-tu expliquer comment la grève de la métallurgie a éclaté dans la région de Barcelone ?

Les travailleurs se sont mis en lutte sur le problème de la convention provinciale pour les petites et moyennes entreprises, qui n'ont pas de convention propre comme les grosses boîtes. Ils demandaient un salaire minimal de 26 000 pesetas pour le manoeuvre. Sur les 330 000 ouvriers de la métallurgie dans la région, 180 000 ont participé au mouvement. Les boîtes qui se mettaient en grève allaient faire débrayer les autres. Dans tous les quartiers ouvriers autour de Barcelone, comme Zona Franca, Polo Nuevo San Andres, Moncada, les manifestations ont regroupé de 5 à 6 000 ouvriers.

Dans la majorité de ces petites boîtes, il n'existe pas de délégués

« honnêtes » ; cela nous a obligé, nous les commissions ouvrières à impulser des formes d'organisations indépendantes du syndicat vertical. C'est ainsi que des délégués, révocables à tout moment, ont été élus dans les assemblées. Ils accomplissaient les tâches pour lesquelles ils avaient été élus. Il y a eu des élections de délégués dans toutes les usines en grève, mais ils sont rapidement entrés en contradiction avec les CUD (1) dominés par le PC et le MCE (2), qui ont appuyé la position du PCE. Le point de vue des CCOO, qui était celui des militants de la LC, était de demander l'élection des délégués, indépendamment du fait qu'ils soient ou non délégués syndicaux, et que le seul critère était le respect des décisions des assemblées. Pour l'organisation, ça a été une expérience importante. Surtout après, le travail effectué dans le

secteur de la construction en collaboration avec les militants de la LCR-ETA VI, qui avaient adopté une position analogue à celle que nous avons défendue dans la métallurgie, où ils sont encore peu implantés.

Quelle a été l'attitude des autres forces politiques ?

Au début de l'action toutes les forces syndicales étaient d'accord pour lancer la grève sur la plateforme. Mais il était évident que le PC et le MCE s'en retireraient dès que l'occasion se présenterait. Les négociations avec le patronat passaient uniquement par les CUD, les délégués officiels du syndicat ; il nous fallait tout faire pour qu'ils ne brisent pas la grève. Ainsi, nous avons proposé l'élection en assemblée de la commission qui irait négocier. Les organisations politiques ont refusé cette proposition

Comment se déroulaient ces assemblées ?

Les assemblées avaient lieu tous les jours et se tenaient dans les locaux de la CNS, le syndicat officiel. Elles ont regroupé régulièrement 6-7000, parfois jusqu'à 10.000 travailleurs.

Et la répression ?

Le problème de la répression a été très important. A Polo Nuevo, la police occupait dès les aurores tout le quartier pour empêcher les ouvriers de se réunir et surtout de faire des piquets, manifestations d'extension de la grève. Sans ce dispositif policier, il ne serait resté aucune boîte, même de 3 ouvriers, en dehors de la grève. Il faut dire aussi qu'il y a eu des centaines d'arrestations.

Est-ce que les grandes entreprises ont participé au mouvement ?

La Seat, qui compte 27 000 ouvriers, Pegaso, Macosa, Hispano Olivetti, c'est-à-dire les entreprises les plus combattives de la région n'ont pas participé à la grève. Pour deux raisons : d'abord à cause de la vague de répression et de licen-

ciements de l'an dernier, mais surtout parce que les CUD qui sont hégémoniques dans ces entreprises n'ont rien fait pour étendre le mouvement. Là où nous avons des militants, il y a eu des assemblées avec élections de délégués, mais dans le reste des grosses boîtes, le boycott a été total. Il faut dire aussi que le patronat des grosses boîtes a lâché du lest préventivement et a réintégré, un jour avant le début de la grève, tous les ouvriers licenciés l'année dernière (près de 250).

La seule grosse boîte à rentrer en lutte a été la *Motor Iberica*. L'attitude dure du gouvernement est facilement explicable. Il faut à tout prix pour lui que le métal n'obtienne rien, car si la métallurgie est victorieuse à Barcelone, c'est la grève générale à bref délai. Un jour avant le début de la grève de la métallurgie, le gouvernement est intervenu dans la construction, et en 24 heures, il a accordé les augmentations qu'il refusait jusqu'alors.

Ainsi, on peut dire que la grève du Metal, si elle n'a presque rien obtenu pour elle, a permis la victoire de la construction et des éboueurs qui étaient en grève. Mais la lutte peut redémarrer début juin.

La grève de la métallurgie s'est arrêtée le 4 mai sauf à la *Motor Iberica*. Pourquoi ?

Le 4 mai *Motor Iberica* a décidé, seule, de continuer la grève. Il faut dire qu'il y a trois usines à Barcelone, très unies entre elles. La lutte a continué pour obtenir la réintégration de tous les licenciés des années antérieures et une augmentation uniforme de 4 000 pesetas pour tous. Durant la grève, 124 travailleurs ont été licenciés et la grève a continué car la direction ne voulait pas revenir sur ces licenciements.

Le moral est fantastique. Par exemple, les femmes et les gosses sont présents aux assemblées. *Motor Iberica* fait partie d'une multinationale, Massey Fergusson. C'est pourquoi nous avons aussi décidé d'envoyer une délégation de la CCOO de *Motor Iberica* en France,

pour contacter les syndicats CGT et CFDT des usines Massey Fergusson de Beauvais et de Marquettes.

Où en est l'état du mouvement des CCOO en Catalogne ?

Le PC contrôle les coordinations de commissions ouvrières régionales et nationales. Mais il ne fait rien pour les animer. En fait, il est en train de détruire les CCOO. A la base, dans les usines, les CCOO ne se réunissent presque plus ; le PC fait tout pour éviter de les réunir. Les seuls militants qui animent aujourd'hui les CCOO sont ceux de la LC, de la LCR-ETA VI, de Bandera Roja, un peu ceux de l'ORT. Mais les militants du MCE sont très peu actifs, du moins à Barcelone.

Cet état de chose entraîne une division au sein des CCOO. Les délégués ne sont pas élus et les coordinations locales sont formées de bureaucrates.

Et les rapports entre les CCOO et l'UGT ou l'USO ? (3)

Le gouvernement utilise l'UGT pour aggraver la division syndicale. La facilité avec laquelle elle a pu tenir son congrès en est une preuve. Il faut donc dénoncer l'UGT qui tombe dans cette manoeuvre de division, de même que l'USO. Nous, nous appelons les militants des CCOO, et ceux de l'UGT et de l'USO à ne pas tomber dans ce panneau et à travailler à la formation d'un syndicat unique. Nous pensons que le besoin et la nécessité de l'unité ressentis par les travailleurs sont suffisants pour permettre d'arriver à cette unité. Nous demandons à l'UGT et à l'USO de participer à un syndicat unique, en tant que tendance, comme nous d'ailleurs, qui nous organiserons en tendance. C'est notre axe central aujourd'hui dans le mouvement ouvrier.

L'unité des marxistes révolutionnaires

● Tu expliques qu'il y a eu une convergence certaine entre les militants de la LC et ceux de la LCR-ETA VI dans la pratique des luttes ouvrières. L'unification du mouvement trotskiste en Espagne est une préoccupation pour de nombreux militants espagnols et européens conscients des enjeux qu'elle recouvre. Comment apprécies-tu les rapports entre les deux organisations nées fondant sur les dernières expériences de lutte en Catalogne ?

A Barcelone, il existe dans les deux organisations une volonté à la base, surtout dans le secteur ouvrier, d'arriver à un accord, et cela à court terme. Dans l'intervention, la LCR-ETA VI dans la construction et la LC dans la métallurgie sont tout à fait d'accord. Nous avons la même intervention dans les commissions ouvrières. L'accord doit se faire, malgré les désaccords sur le plan stratégique et politique. Nous ne sommes pas pour « l'unification pour l'unification » ; il y a des divergences et il faut les résoudre, mais il faut aller vers un travail en commun.

Il faut commencer par la base, sans attendre les décisions des deux comités centraux. Il faut travailler ensemble au niveau de l'intervention et cela se fait déjà en pratique. Je pense que c'est parce que beaucoup de travailleurs ont rejoint la LC et qu'ils ressentent plus cette nécessité. Le point est à l'ordre du jour du prochain congrès de la LC. Nous demandons une réponse claire sur où en sont les débats, quels sont les problèmes politiques, car nous avons beaucoup de choses à dire à ce propos. Les militants de la LCR-ETA-VI avec lesquels nous intervenons sont dans la même situation et demandent que le processus soit plus rapide. Ainsi nous deviendrons un pôle trotskiste important en Espagne. Nous avons été reconnus comme dirigeants pendant cette grève de la métallurgie à Barcelone. Quand on parle de militant révolutionnaire dans le métal on parle de militants de la LC ; de même que quand on parle de militants révolutionnaires dans la construction on parle de militants de la LCR-ETA-VI. Cela nous donnerait la possibilité de devenir un parti de masse.

(1) CUD : délégués du syndicat vertical proche du PCE et de l'opposition démocratique

(2) MCE : Mouvement Communiste d'Espagne, organisation d'extrême-gauche

(3) UGT : Syndicat dominé par les socialistes, USO : syndicat catholique.

Après les attentats de Paris, Boulogne et Quimper

VERS LA STRATEGIE DE TENSION ?

La stratégie de tension serait-elle en train d'opérer en France ? Depuis hier, des déclarations de plus en plus nombreuses sont venues nous dire que le terrorisme ne passerait pas. A Bruxelles, les ministres européens de la Justice sont réunis à huis-clos pour discuter, entre autre, de coopération entre les Etats membres du Conseil de l'Europe pour lutter contre le terrorisme. Le rapport préparé par la délégation autrichienne souligne notamment la nécessité d'une coopération « qu'il s'agisse de menaces ou d'infractions perpétrées », d'une coordination rapide des recherches, enfin - et c'est la nouveauté - demande de « faciliter la participation personnelle des membres du personnel judiciaire et des services de sécurité d'un Etat à l'exécution des lettres rogatoires sur le territoire d'un autre Etat ». Ceci est considéré par le rapporteur comme « une question de principe ».

Les attentats de la France a connus ces deux derniers jours sont venus apporter de l'eau au moulin de ceux qui préconisent des mesures de plus en plus rigoureuses « contre la violence ». Une violence exercée par qui et contre qui ? Voilà qui demeure pour le moins obscur, la police ne délivrant ses informations qu'au compte-gouttes. On en est donc réduit à des hypothèses découlant de quelques constatations.

La première concerne les engins utilisés contre les immeubles attaqués. Les commentateurs soulignent presque partout la présence de bouteilles de gaz emplies d'explosifs pour y voir la preuve de la même main. Peut-être, encore que



L'attentat contre la banque Rothschild

dans certains cas les attentats sont revendiqués - comme à Boulogne-Billancourt - et dans d'autres, personne n'en assume la responsabilité. Cela ne prouve rien bien sûr, ni dans un sens ni dans l'autre, mais cela n'empêche pas la police et son ministre d'agiter le spectre de Carlos à la tête d'une internationale terroriste.

Dans quel but ? Cela est la deuxième question à laquelle un début de réponse nous est fourni par la réunion de Bruxelles susmentionnée, ainsi que par l'arsenal répressif réclamé à cors et à cris par Poniowski depuis qu'il siège place Beauvau. Et s'il s'agissait de provocations fascistes ? Ceci n'est qu'une autre hypothèse, mais que le PFN réagisse au quart de tour après les attentats pour demander l'interdiction « des groupes gauchistes » ressemble par trop à ce qu'on a vu en Italie où la stratégie

de tension a atteint des sommets encore inconnus en France...

Reste une dernière hypothèse : les attentats sont l'œuvre de gens qui ont un peu la même démarche que celle qu'a eue Bilski en assassinant le PDG du Crédit Lyonnais. Si tel était le cas, ils auraient alors la responsabilité d'enclencher une dynamique incontrôlable où personne ne reconnaîtrait bientôt plus les siens ni ses bombes. Situation bien sûr idéale pour les grands stratèges de la répression et de l'intox qui bénéficieraient d'une situation qu'ils se donnent parfois beaucoup de mal à créer. La provocation politique n'est pas un art simple. Pour réussir, il lui faut, entre autres, un contexte politique où les peurs des uns font pendant au légalisme des autres. Qui nierait que ces ingrédients existent aujourd'hui en France ?

Georges Marion

LA JUSTICE ORDINAIRE

DEUX OUVRIERS DU LIVRE EN FLAGRANT DELIT

Depuis deux mois, le vendredi est devenu le grand jour pour la chambre des flagrants délits. On sort les barrières, les gardes et les box des journalistes se ramplit, sous la haute présidence de M. Puydebas. On y juge pêle-mêle avec les vols à la tire et les vagabondages, les délits politiques que l'on prend bien soin de présenter comme de banales et sordides histoires de coups et blessures.

Hier, sur les bancs des prévenus, M.M. Bury et Descottes, ouvriers au Figaro, inculpés de vols de « Parisien libéré » et de destruction de véhicules. Depuis plus d'un an que dure le conflit les ouvriers de la presse, solidaires, font toutes les nuits des « rodeos ». Ces actions consistent à arrêter les con-

vois de livraison du Parisien, effectués par des sociétés privées ou par des particuliers membres du Comité de soutien à Amaury, du SAC, etc. Jeudi matin, à 6 heures une quarantaine de personnes effectuaient un « rodeo » au rond point des Champs Elysées et bloquaient une voiture particulière conduite par M. Houel. Journaux déchirés, pneus crevés et une baffe pour le chauffeur ; tout aurait pu se terminer ainsi si la police n'était intervenue. Sur les trente-cinq personnes interpellées, deux étaient déférées devant le Tribunal des flagrants délits hier. C'était la première fois que des suites juridiques étaient données bien que 500 inculpations aient été décernées à ce jour. L'avocat des deux inculpés a

demandé le report pour préparer la défense et plaider la mise en liberté provisoire. Il devait déclarer : « Il n'est pas possible de juger les actes des prévenus en dehors du contexte. Il n'y a pas d'autres exemples dans l'histoire du travail de ce genre d'action et il n'y a pas non plus d'autres exemples dans l'histoire du conflit d'aboutissement des instructions devant votre juridiction ». Le syndicat du Livre avait fait savoir que si les prévenus n'étaient pas libérés, un mot d'ordre de grève général serait lancé, empêchant la publication des journaux le lendemain. Après suspension de séance, le tribunal prononçait le renvoi au 11 juin et la mise en liberté des prévenus.

Jean Gilbert du CAP

• Une manifestation de 1 000 personnes s'est déroulée avant-hier à Amiens. Elle avait pour but de protester contre la présence permanente des CRS chargés de défendre France-Picardie, version locale du Parisien libéré et appartenant comme lui à Amaury. L'extrême gauche (LCR, Révo.) avait appelé à cette démonstration organisée par l'Union de la gauche locale et regroupé pour la première fois à Amiens 70 personnes. Une centaine d'étudiants des comités de lutte participaient également à la manifestation. Ainsi que le comité de lutte des femmes. Le PSU se trouvait avec l'Union de la gauche, l'AJS et le PCR sur les trottoirs... Les mots d'ordre dénonçaient la collusion de la police avec la bande fasciste Fédération des étudiants de Picardie, dont le siège est le café Le jockey. Rappelons que l'entretien des CRS a déjà coûté plus de 150 millions. Il est vrai que pour Amaury le gouvernement semble prêt à beaucoup de choses

L'affaire des pétroliers.

LES VICISSITUDES D'UN DOSSIER

Avant-hier, au cours d'une conférence de presse, le Syndicat de la Magistrature, distribuait un supplément de son journal « Justice » où il dévoilait, la nature de pressions exercées sur le substitut Ceccaldi dans « l'affaire des pétroliers ». Ces faits avaient déjà été décrits dans des journaux mais qu'ils soient autenthifiés par des magistrats leur donnent un relief nouveau d'autant plus important qu'ils mettent directement en cause la Chancellerie. Les voici :

En avril 1971, un petit revendeur en produits pétroliers, Boudourian, dépose plainte à Marseille pour entente illicite, affirmant qu'un cartel pétrolier l'accule à la faillite. Deux enquêtes débutent alors, l'une diligente par la Section financière de la PJ de Marseille, l'autre par la Brigade nationale des enquêtes économiques de la direction de la concurrence et des prix. Parallèlement, Boudourian est assigné devant le tribunal de commerce pour faillite. Le substitut Ceccaldi qui s'occupe de l'affaire propose alors à la Chancellerie de surseoir au prononcé de faillite et d'inculper les véritables responsables, à savoir des PDG de compagnies pétrolières, ce qui est accepté en janvier 73 par Pleven. Un mois plus tard, Ceccaldi rend l'affaire publique et lorsque tombent les premières inculpations, il rédige un réquisitoire supplétif aux fins d'inculper 42 autres personnes, parmi lesquelles 8 PDG des principales compagnies pétrolières (Elf, Shell, BP...). Lorsque ces derniers apprennent leurs inculpations, ils demandent une entrevue avec le président de la République qui la leur accorde. Or très curieusement, dix jours plus tard, le Garde des Sceaux envoie une lettre à Ceccaldi où il l'invite à venir à la Chancellerie. Il apparaîtrait qu'au cours

de cette réunion, « on » ait demandé au substitut de rédiger un second supplétif qui aurait levé les inculpations des PDG et permit que l'information se poursuive contre X sans plus de précisions. Ce supplétif bien que n'ayant pas été signé par Ceccaldi est versé au dossier. En mai 74, ca pague présidentielle, le dossier est retenu sans raison pendant quatre mois au parquet de Marseille. Entre temps, la ville de Marseille s'est constituée partie civile. La ville d'Amiens s'apprete à faire de même lorsque des instructions écrites sont envoyées pour qu'il y soit fait obstacle. Une série de procédures est utilisée par le Parquet qui ainsi arrive à ses fins. Pendant ce temps, le dossier est immobilisé. Début 76, les pétroliers font déposer les mémoires pour l'arrêt des poursuites demandant que le juge d'instruction soit déclaré incompetent et les parties civiles irrecevables. Ceccaldi refuse de faire droit à ces conclusions. Peu de temps après, il est muté à Hazbrouck. Il envoie alors une lettre au Garde des Sceaux où il décrit preuves à l'appui les pressions dont il a fait l'objet.

Lecanuet pourra-t-il nier ces faits qui désormais ont été rendus publics par le syndicat de la Magistrature...

LA BELLE VACHERIE DE LA HAGUE

Flamanville, Englesqueville, la Hague, autant de sites du nord-Cotentin choisis par le gouvernement pour des implantations nucléaires.

Flamanville est retenu pour la construction d'une centrale nucléaire de 5 200 mégawatts (4 réacteurs de 1 300 mégawatts), c'est-à-dire quatre fois plus que la consommation de la Basse-Normandie prévue pour 1985. Depuis le referendum de 1975 qui avait donné 60 % de votants pour la centrale, l'opposition au projet a grandi : de nombreux agriculteurs se sont opposés à la vente des terres à l'EDF qui n'a pu acheter que la moitié des 120 hectares prévus.

Près d'une vingtaine de comités anti-nucléaires de la région se sont fédérés dans le CRILAN (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire) qui s'oppose à l'implantation d'installations nucléaires en Basse-Normandie. C'est le CRILAN qui organise pour la Pentecôte une grande manifestation anti-nucléaire, qui aura l'usine du CEA de la Hague pour principale cible.

Depuis dix ans déjà, le centre de la Hague traite les combustibles irradiés. C'est aujourd'hui pratiquement le seul centre de ce type en activité dans le monde : deux usines y fonctionnent. UP 1 et UP 2 travaillent en particulier sur les déchets de la filière graphite gaz ; UP 1, gravement contaminée sera sans doute bientôt réformée.

UP 3 en construction, doit traiter 1 500 tonnes par an. L'atelier HAO destiné à traiter les déchets des centrales actuellement en construction (filiale PWR) doit entrer incessamment en service. Il traitera les déchets en provenance des centrales de toute l'Europe capitaliste, ainsi que du

Japon ; l'objectif est de récupérer le plutonium (utilisé pour les bombes et le surrégénérateurs) et de séparer les déchets les moins radioactifs des plus dangereux, qui devront être stockés pendant des siècles...

Comme dans tout le CEA, privatisation, accidents du travail, expositions de plus en plus dangereuses des travailleurs aux radiations se généralisent à La Hague. Grèves et mobilisations se sont répétées au centre lui-même tandis que se développait, à l'extérieur, l'opposition de la population de la région.

D'ores et déjà, à l'usine même, huit cas de leucémie ont été reconnus maladies professionnelles. La pollution autour de l'usine ne cesse de s'aggraver (on soupçonne la présence de déchets radioactifs jusqu'à Barfleur) le taux de strontium et de césium dans le Cotentin a été multiplié par quatre... A quel niveau sera la pollution lorsque, dans dix ans, l'usine aura triplé sa capacité de traitement ?

C'est pour s'opposer à l'extension de l'usine de La Hague et au programme nucléaire du gouvernement français que le CRILAN organise les 5 et 6 juin, une grande manifestation à laquelle se sont jointes l'UR-CFDT de Basse-Normandie et le syndicat CFDT du CEA.

Dès samedi après-midi, un centre d'accueil est organisé à St-Joseph, sur la N 13 entre Valognes et Cherbourg. Le samedi soir, forums anti-nucléaires. La marche elle-même aura lieu dimanche après-midi (rassemblement à 13 heures à Beaumont).

Soyons nombreux à la Hague !

J.-P. Lesage



Pentecôte 76

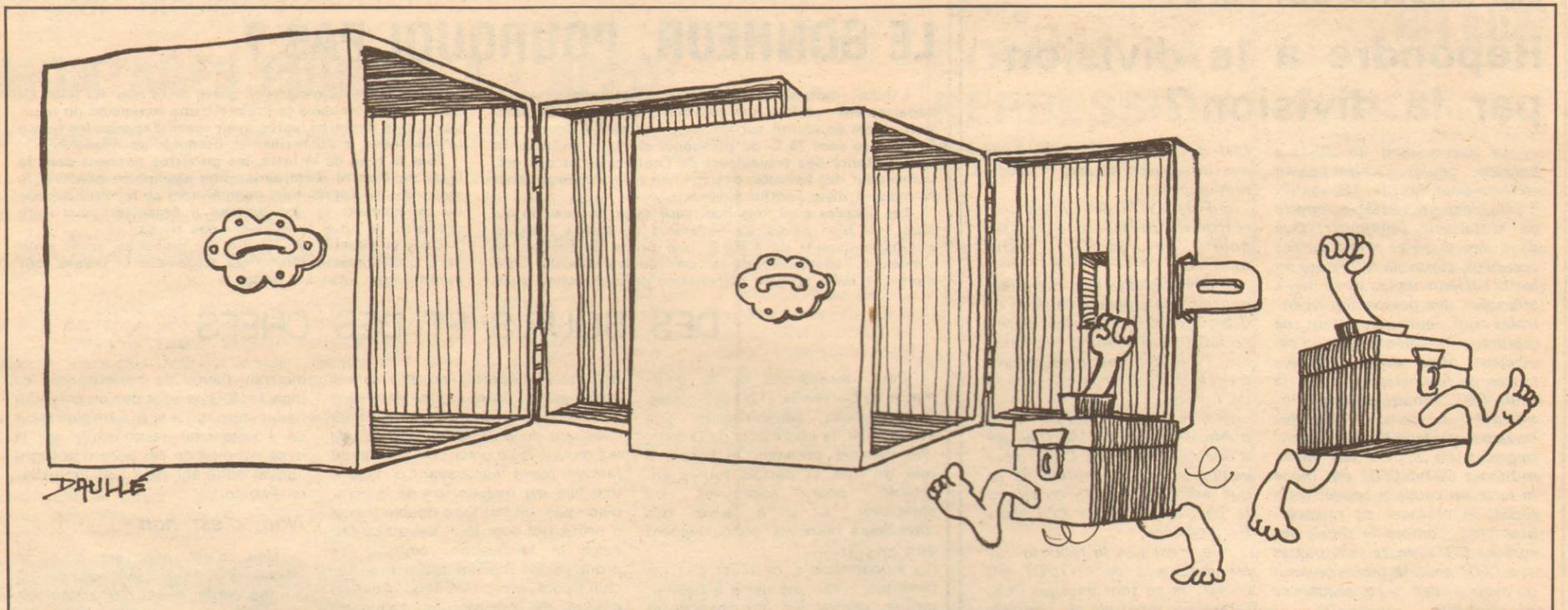
Fête de lutte ouvrière

Trois jours de spectacles : Colette Magny, Guy Bedos, Maurice Fanon, Y Dautin, Les Soho, Les Gwendal, Les Haricots Rouges, El Assiffa, Folk, Jazz, Fest-noz.

300 stands, forums, plus de 60 groupes politiques. Un immense rassemblement à ne pas manquer

5, 6, 7 JUIN à Villiers-Adam - Mériel.

Trains de la gare du Nord, Cars : service permanent de la porte de la Chapelle à partir du samedi 5 juin 11h30.



débat avec le P.S.U

Dans le cadre du débat engagé entre les organisations d'extrême-gauche nous publions ci-dessous un article d'Yves Salesses, membre du bureau politique de la LCR et la réponse de Victor Leduc, membre du bureau national du PSU, parus dans le dernier numéro de Tribune socialiste. Il ne s'agit pas tant de revenir sur l'affaire de Tours que d'en tirer les enseignements pour l'avenir. Notons quand même que Leduc

prend la responsabilité de corroborer une version fautive (voir Rouge du 4 mai) et regrettons que TS ait cru bon de couper la tribune d'Yves Salesses malgré les engagements pris. Nous reproduisons les principaux passages supprimés. Signalons enfin que le prochain numéro de Politique Hebdo publiera les extraits d'un débat entre G. Hercet du PSU et notre camarade Alain Krivine.

les paragraphes en italiques sont ceux qui ont été supprimés dans T.S

Tours et la suite

Les résultats sont là : médiocres pour le PC et le PS ; pitoyables pour l'extrême-gauche. Permettront-ils au moins une réflexion sérieuse ? Souhaitons que LO révisé sa politique d'isolement splendide et que le débat puisse enfin se mener avec le PSU. Mais TS choisit hélas une version inexacte des événements. Il faut donc d'abord rappeler les faits.

Première réunion, le PSU n'avait pas préparé de plate-forme. La nôtre étant rejetée, nous demandons un projet PSU-GOP. Ce dernier ne comprenant aucune critique du PC et du PS, nous proposons un amendement. Il est refusé. Nous demandons au PSU de rédiger lui-même un amendement.

« Le PC et le PS, pourtant majoritaires dans le pays, ne semblent pas pressés de chasser la clique au pouvoir. Leur mot d'ordre est : respect des institutions - pas d'affrontement avec le pouvoir. Ce qui débouche sur une paralysie complète : attendre les élections de 78 ; surtout ne pas s'appuyer sur les mobilisations naissantes, pour, une fois au gouvernement, ne pas sortir du cadre du programme commun - c'est-à-dire, gérer le système ».

Nouveau refus. D'un commun accord, nous arrêtons la discussion. Hésitant à nier ces faits, les camarades donnent une autre interprétation : la LCR voulait imposer son programme. C'est vraiment peu sérieux. Pour la clarté des choses, nous avons publié tous les documents dans Rouge du 4 mai et les tenons à disposition. Mais il serait plus simple que TS les publie aussi. Ainsi chacun pourrait juger, et aborder en connaissance de cause la question des leçons de Tours.

Elles peuvent prendre deux directions : soit s'interroger sur les conditions de réalisation de l'unité de l'extrême gauche, soit y renoncer et ne voir de salut qu'en une intégration négociée à l'union de la gauche. Le vote de la DPN sur les municipales et le communiqué publié au lendemain de Tours semblent proposer cette deuxième voie.

Le PSU aurait-il souhaité un candidat unique de la gauche à Tours ? Est-ce une réédition des présidentielles ? A moins d'espérer une renégociation du Programme commun qui le métamorphose en programme anticapitaliste. C'est négliger complètement les rapports de forces et l'actualité. Mitterand n'est pas un médiocre démagogue. Son bilan des quinze derniers jours est impressionnant de franchise : exal-

tation du profit, échange courtois avec M. Ferry, dialogue mondain avec M. Duverger. Ce connaisseur en pacification explique à ses interlocuteurs méfiants qu'ils n'ont pas les moyens d'une confrontation avec les travailleurs. Bref, qu'en l'état du possible, la seule guerre, c'est la négociation. Et en écho, Mauroy parle de l'effort, et Rocard de l'autogestion comme perspective astrale. La renégociation se fait donc. Mais à droite. Tout aussi significatif : devant ces serments de loyale gestion, le PC reste résolument silencieux.

Alors, que proposons-nous ? Aboyer à la trahison des réformistes en espérant que leur défaite sera notre victoire ?

1) Nous devons sans cesse proposer l'unité d'action. Sans espérer un accord stratégique impossible, mais sur des objectifs d'action. Pour l'obtenir (le cortège des femmes en a fait l'expérience le 1^{er} mai) il faut au préalable constituer un rapport de force. Et pour constituer ce rapport de force l'unité de l'extrême gauche, si elle n'est pas suffisante, est le plus souvent nécessaire.

2) Toute défaite des réformistes face à la bourgeoisie est un recul du mouvement ouvrier. C'est pourquoi nous ne ferons rien qui empêche les masses de faire l'expérience du PC et du PS au gouvernement. Et nous appuierons toute mesure qui affaiblit la bourgeoisie et renforce le mouvement de masse.

3) Mais cela implique que soit toujours maintenue une alternative stratégique. Dénoncer ne suffit pas, il nous faut avancer nos propres propositions (et nous sommes tout prêts à reconnaître nos lacunes programmatiques et à les discuter), prolongement du Programme commun, dû à ses insuffisances ou son inadaptation. Ce serait mystificateur, parce qu'il est un programme de gestion de l'ordre existant.

Sur ces bases, un accord est-il impossible ? Contre le respect des institutions, pour l'auto-organisation, pour la nationalisation sous contrôle ouvrier, pour les revendications aidant une jonction des luttes, ne

pouvons-nous agir ensemble ? Nous pensons que oui. Mais nous nous heurtons à un refus de discuter.

Notre congrès a opéré un retour critique sur notre passé et proposé un débat approfondi qui permette de cerner nos divergences réelles. Nous pensons que l'avenir en dépend pour une large part. Au bout d'un an et demi quel est le résultat ? Le PSU a refusé à peu près tout :

- Colloque « quel parti pour l'autogestion socialiste » annulé « en raison » du refus du CERES.

Tours et le reste

Le camarade Yves Salesses avait demandé à répondre à l'article de F. Desmoulin, estimant que cet article donnait une version inexacte de nos discussions relatives à l'élection de Tours. En réalité, son texte se limite sur ce point à deux paragraphes. Le camarade Salesses y montre une façon très particulière de rapporter les faits. Comment affirmer que le PSU a rompu avec la LCR sur la critique du Programme commun, alors que cette critique figurait bel et bien sur la plate-forme de la candidature que nous soutenions ? Pourquoi omettre le fait que les discussions ont eu lieu à l'initiative du PSU ? Faut-il rappeler que tous les participants aux réunions ont dénoncé l'attitude, non du PSU, mais de la LCR ?

Reconnaissons cependant qu'une phrase de Salesses en dit plus long qu'il ne paraît : « Première réunion, le PSU n'avait pas préparé de plate-forme. La nôtre étant rejetée, etc. » Il est exact qu'avant le minimum de discussion nécessaire, la LCR a voulu orienter la discussion sur sa plate-forme, bloquant le débat avec les deux organisations de masse présentes ; elle a laissé entendre clairement qu'elle n'approuvait pas la démarche d'une candidature représentative des luttes significatives, soutenue par les organisations révolutionnaires, à laquelle elle opposait un « accord stratégique » hors de portée dans l'état actuel de l'extrême gauche. On voit le procédé, la suite et notamment la lecture de Rouge quotidien, l'a confirmé : faute de pouvoir pratiquer la « rupture-dénonciation devant les masses » avec les réformistes, on s'y livre à l'égard du PSU et aussi de la GOP, de Révolution, etc.

- Le PSU nous propose à la place une rencontre large de nos organisations. Mais entre temps il fait une stupéfiante découverte : nous parlons d'avant-garde. Alors là ! la rencontre n'a plus d'objet ! Annulée ! D'autant plus surprenant que le PSU n'a apparemment pas été gêné dans son soutien à M. Surduts, militante de Révolution !, qui dans sa tribune à Rouge par exemple, parle d'avant-garde toutes les cinq lignes.

- Enfin le PSU refuse d'utiliser la place que nous réservons dans le

quotidien à toute organisation d'extrême-gauche pour traiter les sujets de son choix, incompréhensible !

Ce refus du débat nous paraît grave...

à l'heure où les échéances politiques essentielles s'approchent. Quelle que soit l'ampleur de nos divergences, nous avons tout intérêt à les clarifier du mieux possible.

Le 15 mai 1976
Yves SALESSES,
membre du BP de la LCR ■

Mais le PSU reste évidemment la cible favorite.

Il n'y a aucun intérêt à éterniser cette controverse. L'essentiel du propos d'Yves Salesses porte sur les leçons à en tirer et sur la « suite ». La première leçon est le très faible impact dans la conjoncture politique actuelle, des candidatures de l'extrême gauche. La seconde est que leur concurrence est suicidaire.

Pour le camarade Salesses, le choix est entre deux directions : l'unité de l'extrême gauche et « l'intégration négociée à l'union de la gauche ». Cette dernière direction est, soi-disant, celle qu'a prise le PSU après le vote de la dernière DPN sur les municipales. La discussion est toujours difficile quand on commence par caricaturer les positions du partenaire. La proposition de la DPN de discuter avec les partis de gauche et les forces autogestionnaires de la constitution de listes communes pour les municipales n'est pas autre chose que l'application à une situation concrète de la tactique d'unité d'action à laquelle Yves Salesses se réfère par ailleurs. « Dénoncer ne suffit pas, il nous faut avancer nos propres propositions. » C'est bien ainsi que nous concevons nos rapports avec les organisations réformistes. Présenter nos propositions comme « prolongement du Programme commun » relève de la polémique pure et simple. A l'unité d'action avec les forces réformistes sur des bases préservant notre autonomie politique, il oppose l'unité de l'extrême gauche. La différence entre nous est que nous n'opposons nullement ces deux démarches. Pour nous, il n'y a pas d'autre voie, dans la situation politique actuelle, que celle qui consiste à développer

le mouvement de masse contre le pouvoir. En parlant « d'alternative stratégique », Yves Salesses se trompe de période. Cette alternative peut se présenter à une certaine phase du développement du mouvement et dans la mesure où les révolutionnaires auront su éviter leur propre isolement en ne se trompant pas d'adversaire, en ne se plaçant pas en position de rupture a priori à l'égard de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, ce qui est perçu par les grandes masses comme agression contre l'unité.

La façon dont Yves Salesses analyse ces forces est pourtant bien caractéristique de cette attitude qui retire toute audience de masse et toute efficacité politique à la plus grande partie de l'extrême gauche.

Pour le reste, Yves Salesses étale des griefs relevant de discussions entre nos deux organisations : le fait est que si nous entretenons avec la LCR des rapports unitaires pour un certain nombre d'actions, nous n'avons pas, pour le moment, de débat public. L'explication qu'en avance Yves Salesses est hautement fantaisiste. En multipliant les attaques contre le PSU, en jouant sur les clivages au sein de notre organisation, en insistant pour donner la fusion de la LCR et du PSU comme perspective à ce débat — alors que la LCR sait parfaitement que cela n'est pas la perspective que, au moins dans leur immense majorité, les militants du PSU fixent aux relations avec elle — la LCR, avons-nous estimé, n'a pas créé les conditions favorables à une discussion fructueuse. Tel est l'état actuel de la question, qui ne préjuge pas de l'avenir.

Victor LEDUC ■

Les rapports CGT - CFDT

Répondre à la division par la division ?

La façon dont la CGT a balancé, seule, l'initiative du « rallye » pour fin juin (Rouge du 4 juin), est un véritable modèle de sectarisme boutique. Que dans des dizaines d'entreprises occupées, contre la fermeture ou les licenciements, les travailleurs attendent des perspectives centrales qui leur permettent de rompre l'isolement, c'est évident. Mais cette initiative lancée de façon tapageuse par la seule CGT, aboutit en fait à introduire la division chez les travailleurs : dans toutes les entreprises où depuis des mois, militants CGT et CFDT ont mené la lutte au coude à coude, cette façon de marquer ce rassemblement comme le rallye des « grèves CGT », en faisant passer la CFDT sous la table, ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses.

Sans compter que les trois journées du rallye CGT prennent pour point de départ la journée d'action CGT-CFDT métallurgie du 22 juin ! Il ne s'agit pas de semer des illusions sur l'impact de cette journée « d'action » : journée tardive, la troisième du genre depuis les cantonales, elle ne pouvait masquer l'absence de toute perspective de coordination et de centralisation donnée par les deux fédérations CGT et CFDT à la lutte des métallos contre la grille de l'UIMM. Cependant faire d'une initiative unitaire le tremplin d'une initiative CGT décidée ensuite, le procédé est pour le moins douteux.

Et quand Bertelot, secrétaire confédéral CGT explique, sans rire, que ces initiatives particulières, circonstancielles, ne peuvent que servir la préparation d'autres actions communes, il ne convainc pas.

On peut se poser la question : qu'auraient dû faire les dirigeants de la CFDT, s'ils avaient réellement voulu mener bataille pour l'unité, tout en développant la mobilisation des travailleurs ?

Il leur était parfaitement possible, dès l'annonce par la

CGT de son initiative, de réagir aussitôt en faisant savoir publiquement :

- que la CFDT demandait une rencontre immédiate à la CGT pour co-organiser cette initiative,

- qu'elle souhaitait la compléter par une conférence commune de délégués CGT CFDT des usines en lutte, pour débattre des luttes sur l'emploi, des perspectives d'ensemble et de la conception de l'unité,

- qu'elle demandait la publication dans la Vie Ouvrière d'une tribune de la CFDT, pour expliquer sa conception de ce que doit être l'unité, en offrant la contrepartie à la CGT dans le syndicalisme.

Ce n'est pas la réponse que les dirigeants de la CFDT ont choisie. Ils se sont engagés dans la logique infernale qui consiste à répondre à la division par la division.

De tout cela, ce qui ressort une nouvelle fois, c'est une polémique incompréhensible pour la masse des travailleurs qui n'en comprennent pas les enjeux.

Dans cette situation la tentation peut exister pour les travailleurs combattifs de considérer que tout cela n'est que manoeuvres de sommet et que l'essentiel est de réaliser « l'unité à la base et dans l'action » partout où elle est possible. Ce serait sous-estimer les conséquences sur la masse des travailleurs de ces surenchères sectaires. Il s'agit au contraire de montrer qu'il existe une autre conception de l'unité : celle pour qui les désaccords ne sont pas un obstacle à l'unité d'action, à condition que ce soient les travailleurs qui tranchent ; celle qui rejette les exclusives contre une partie du mouvement syndical taxée de gauchisme ; celle qui ne fait pas des divergences existant dans le mouvement ouvrier un obstacle à l'unification syndicale, la seule condition à poser étant le respect de la démocratie ouvrière et de la démocratie syndicale.

Felix Lourson.



CONFERENCE DES GROUPES TAUPES DE LA REGION PARISIENNE

aujourd'hui, Dimanche et Lundi

Lieu : faculté de Vincennes. Métro Château de Vincennes. Le parcours sera fléché à partir du métro.

Ordre du jour :

SAMEDI

● 13 h : rapport : les réformistes aux portes du pouvoir et les tâches des révolutionnaires.

● 16 h : commissions interprofessionnelles sur le rapport (débouché politique aux luttes, le contrôle ouvrier)

● 19 h : repas

● 21 h : discussion sur la conception de Rouge quotidien

DIMANCHE

● 9 h 30 : la crise révolutionnaire : front unique, double pouvoir, comités ouvriers

● Midi : repas

● 14 h 30 : les révolutionnaires et les syndicats

● 16 h : commissions par branche sur l'intervention syndicale.

● 19 h : repas

● 21 h : animation (films, etc.)

LUNDI

● 9 h 30 : commissions par

thèmes : PCF, l'extrême-gauche et l'intervention syndicale, femmes travailleuses, armée et syndicats, les chômeurs, l'Ecole, classifications et grille unique, nationalisation sous contrôle ouvrier, cadres, immigrés.

● Midi : repas

● 14 h 30 : carrefours internationaux : Chine, Espagne, Portugal, Italie, Pays de l'Est.

● 17 h 30 : Fin

Mutuelle de Rouen

LE BONHEUR, POURQUOI PAS ?

L'Union mutualiste emploie 418 personnes sur le département - chiffre que cite complaisamment la direction - mais en réalité sur les trois endroits à Rouen et à Dieppe, ce sont 75 % du personnel qui sont en lutte. La quasi-totalité des travailleurs de l'entreprise et des grévistes sont des femmes, et c'est leur première lutte, elles la mènent dans l'enthousiasme.

Les salaires sont très bas, sauf ceux des cadres qui sont fort bien payés. Ils réclament un salaire mensuel minimum garanti de 1700 F, une prime de blouse, de transport, l'application de la convention nationale. C'est devant le refus arrogant et constant de la direction qu'ils

ont décidé de se mettre en grève le 13 mai. Au bout de quinze jours, et dans la crainte d'une extension du mouvement, la direction, après avoir tenté d'appeler les flics à la rescousse, a dû reculer et accepter de négocier.

Tout le long de la lutte, les grévistes tiennent dans le local du Comité d'entreprise une assemblée générale le matin et une l'après-midi pour décider de la reconduction du mouvement et des actions à organiser pour faire connaître la lutte et recueillir des fonds.

C'est le mercredi 2 juin que les grévistes, après avoir voté unanimement d'informer largement la presse, ont raconté leur lutte à « Rouge ».

DES SOURIS ET DES CHEFS

Des travailleuses de la pharmacie de Sotteville, (120 personnes, des services administratifs, une soixantaine, la pharmacie de Dieppe, une dizaine) prennent la parole à tour de rôle, et parfois toutes ensemble pour approuver ou compléter. Il y a aussi des travailleurs hommes, principalement des chauffeurs.

(La « pharmacie », ce n'est pas un boutique, c'est une usine à débiter, tarififier, vérifier les ordonnances et les médicaments.)

Des souris et des chefs

A Sotteville, nous explique l'une d'entre elles, « les conditions de travail sont très mauvaises, bien pire que dans les bureaux de l'avenue de Bretagne. D'abord, c'est sale, il y a des souris, les poubelles débordent, les carreaux sont faits tous les trois mois. Les pavés restent sales quinze jours de suite. Il y a des courants d'air à cause de l'aération défectueuse, pas de soleil. Toutes les caisses

nationale d'action, nous sommes allées porter notre cahier de revendications et c'est l'attitude cavalière du président qui a décidé les gens à faire grève. On n'en avait jamais parlé auparavant. » Quand une fille est malade, on ne la remplace pas, on fait faire double travail à celles qui sont là, l'opératrice fait aussi la tarification, emballe les produits, les met en casier pour les chauffeurs, etc... Une fois, elles ont essayé de ralentir les cadences, mais ça s'est révélé impossible, disent-elles, elles sont obligées de suivre le rythme car les clients attendent dans les autres pharmacies et les chauffeurs doivent faire leur tournée dans le temps imparti. Ceux-ci font environ 55 000 km par an, il ne faut pas « crever » et ne pas avoir les feux rouges, la tournée est sans cesse allongée mais les horaires restent les mêmes.

Le samedi, le travail continue et le dimanche, environ une fois tous les deux mois, il faut tenir la permanence.



descendent par une gouttière dans un bruit infernal. Le monte-charge sonne et résonne sans cesse. Les chefs sont derrière nous, on ne va jamais assez vite. On a dix minutes pour manger, défense de chanter, de fredonner. On n'est pas payées au rendement mais si un certain nombre d'ordonnances n'est pas fait, à la fin du mois, on est appelée dans le bureau du chef. Le mardi, on fait jusqu'à 2800 ordonnances, avec les caisses à sortir, pleines de poussière. Et puis, c'est pas des boîtes de petits pois qu'on vend, on est obligées de faire attention. »

Pour une minute de retard, si elles arrivent à 7h 16 au lieu de 7h 15, on leur compte un retard, au bout de quatre retards, on diminue la prime d'assiduité, qui n'est déjà que d'un quart du salaire par trimestre !

La grève, ce sont les salaires et les conditions de travail qui en sont à l'origine et aussi l'attitude du patron : « Le 13 mai, journée

« Faut pas se faire d'illusions, dit une voix, moi, il y a dix ans que je suis dans la boîte et je gagne 1 540 F nets. Tous les trois ans, on a droit à 5 % d'augmentation. Moi, dit une autre, après cinq ans, je gagne 1 450 F. Et il y en a qui gagnent moins que ça, les femmes de ménage par exemple, qui ne sont que deux pour tout ce travail, ne gagnent que 1 350. » La direction argue du 13ème mois, mais cette prime n'est pas acquise puisqu'on la perd au moindre prétexte.

Et puis le système de notations aussi les révolte par son arbitraire : « On est jugé par une seule personne, il devrait y avoir un conseil d'au moins deux ou trois personnes qui décident des appréciations. Une fois une personne qui nous notait est revenue après plus de six mois d'absence dans l'année et c'est quand même elle qui nous a noté. »

L'adhésion de l'entreprise à la convention nationale leur per-

mettrait d'avoir de meilleurs salaires mais le PDG ne veut pas en entendre parler, bien qu'il soit administrateur de l'organisme responsable de la mise sur pied de cet accord collectif auquel adhèrent déjà 130 mutuelles en France.

Non, c'est non

Non, c'est non, sur tout, la crèche, la journée continue etc... La journée continue est demandée par un grand nombre de travailleuses et fait partie du cahier de revendications de certains services. Cette question est sur le tapis depuis 10 ans, et c'est toujours non, « ça n'est pas possible, on manque de personnel d'encadrement ». Alors, il y a deux mois, une pétition lancée par une personne à titre individuel a été signée par presque tout le monde, cadres compris. « Il nous a dit, ça gênerait le bon fonctionnement des services, et nous avons dû lui faire remarquer qu'elle avait été signée par les gens responsables de ces services et si par hasard, il les prenait pour des imbéciles. »

Une anecdote savoureuse et particulièrement significative illustre bien l'état d'esprit de ce patron « mutualiste ». Les personnes travaillant au laboratoire avaient demandé à ce que leurs blouses dont le port est obligatoire, soient désinfectées par la maison. Au bout de plusieurs mois, de guerre lasse, et après intervention de l'inspection du travail, la direction a « accepté ». « Tous les vendredis soirs, à la sortie des laboratoires, il y aura un baquet avec de l'eau et de l'eau de javel, vous tremperez votre blouse dedans et vous la ramènerez mouillée chez vous, ça sera désinfecté ». Sans commentaires !

Nous étions heureuses !

« On travaille ensemble, mais on ne s'étaient jamais vues, on ne se connaissaient pas, on ne s'étaient jamais adressé la parole d'un service à l'autre. Même si on travaille dans la même pièce, on ne se connaissait pas comme on s'est connues là sur le plan humain, je trouve que la grève a apporté une solidarité formidable, beaucoup plus de chaleur qu'il n'y en avait avant. Cela nous servira encore longtemps après, parce que dès qu'il y aura quelque chose on saura qu'on est toutes ensemble. »

Les deux syndicats qui mènent la lutte unitairement depuis le début, CGT et CFDT se sont renforcés et de nombreux non-syndiqués prennent une part très active à la lutte

Mardi soir, le Théâtre universitaire rouennais a donné une série de sketches au profit des travailleurs de l'Union mutualiste, sur les problèmes de la médecine, de la santé, dans cette pièce elles ont « reconnu des passages de notre vie, la pièce a donné les problèmes de la pharmacie sur les médicaments, c'est tout à fait ce qui se passe. »

Si on leur demande ce qu'elles ont pensé de cette soirée de solidarité, la réponse est unanime :

« Voir des gens solidaires avec nous, c'était très important. Et puis on étaient heureuses, c'était bien, ça apporte du bonheur de se réunir comme ça ! »

JOURNEES PORTES OUVERTES A L'IMRO LES 12 et 13 JUIN

Dans le cadre de la popularisation de leur lutte, les travailleurs de l'imprimerie rouennaise, en grève avec occupation depuis de nombreux mois invitent la population et les travailleurs de tous les secteurs en lutte et imprimeries en occupation.

Animation permanente avec chanteurs, théâtre, film sur

Darboy. Un débat sur les problèmes des industries graphiques en France aura lieu avec la participation de la FFTL.

Des machines seront remises en route et imprimeront une bande dessinée et une carte postale qui seront disponibles pour les participants.

Lieu : 25 rue du Pré de la bataille. 76.000 Rouen

Peugeot - Beaulieu

MONTAGES PORNOS A L'APPUI

● Quand un patron veut démoraliser des délégués

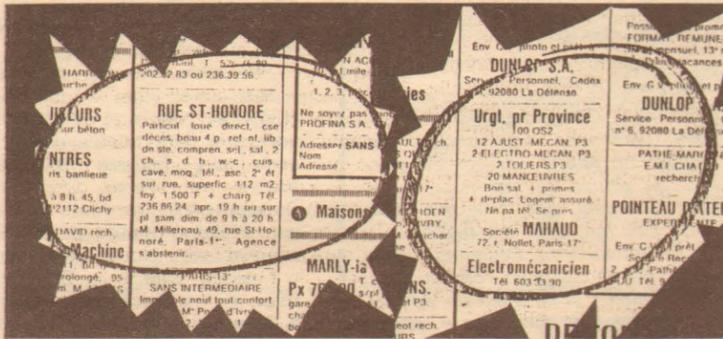
Mercredi dernier, deux délégués CGT de l'usine des cycles Peugeot déposaient auprès du procureur de la République de Montbéliard une plainte pour « faux, usage de faux et violences avec préméditation ».

Les faits dévoilés à cette occasion par l'UD-CGT apportent de nouvelles précisions sur les méthodes de certains patrons pour tenter de briser les sections syndicales.

Tout a commencé le 18 mai, au domicile des parents de Yvon Pallaro, délégué CGT de l'usine Peugeot-Beaulieu. Dans cette usine qui compte 6000 travailleurs, on fabrique les cycles. Après une grève très dure au mois de mars, le patron a licencié des militants syndicaux actifs. Mais la combativité n'est pas brisée et des mouvements sporadiques se manifestent de temps à autre. Pour casser cela, Peugeot a décidé d'employer des moyens très spéciaux.

de faire « craquer » des délégués syndicaux, de les discréditer, n'est pas nouvelle. Un petit retour en arrière s'impose donc pour voir qui tire les ficelles de telles opérations.

En 1974, les travailleurs de la SNFA, entreprise située à Ivry, constituent une section CGT. La direction va alors embaucher comme chef de personnel un dénommé Letimonier, fourni par une entreprise d'interim. Bientôt, lettres et coup de téléphones se multiplient au domicile de la déléguée



Exemples de fausses annonces passées dans les journaux pour harceler Maurice Millereau et Gérard Mahaud, secrétaire de la CGT et de la CFDT des bureaux d'étude de la société Framatome. Leurs appartements n'ont jamais été mis en vente ou en location. Gérard Mahaud n'a jamais cherché à employer des O.S. Et pourtant...

De faux bons de commande

Le 18 mai, des colis arrivent chez Pallaro. Les bons de commande portent une fausse signature, imitant celle de leur fils. Depuis, chaque jour amène de nouveaux colis, résultats de « commandes » fantaisistes. Peu après, de fausses factures parviennent aux domiciles de diverses entreprises de la Région au nom de soi-disant sociétés telles que « les papeteries Pallaro », « Pompes funèbres Pallaro », « Jambons extra-fins Pallaro ». Ces factures sont signées du nom de Paul Brandt, lui aussi délégué CGT. Siège de ces sociétés bidons : le domicile de la famille Pallaro !

Où l'on reparle de Peugeot...

Cette guerre des nerfs se double de procédés diffamatoires, comme des diffusions de montages pornographiques qui représentent les deux délégués et portent la mention « Union de la gauche ». L'organisation de telles campagnes de persécution, ayant pour but

syndicale, Ginette Krechmar. Un photo-montage pornographique la représentant est envoyé à des employées de l'entreprise.

Le nervi Letimonier, qui ne chôme pas, attaque avec ses comparses un piquet de grève des cheminots de Lyon-Perrache. Arrêté, il est condamné à six mois de prison pour « coups et blessures ». Le nom de l'entreprise à laquelle appartenait Letimonier et ses amis ? La SITER. Une entreprise d'interim très intéressante pour les patrons.

L'homme qui dirige la SITER n'est pas un inconnu. C'est Albert-Jean Gaillard. Un arrêté du ministère des Finances en date du 22.10.73 lui a interdit toute profession commerciale et industrielle. Depuis, il continue ses activités. Car ce monsieur jouit de puissantes protections en échange de ses services : fourniture d'ouvriers spéciaux à Berliet afin de faciliter l'implantation de la CFT, fourniture de nerfs à Citroën et Peugeot (tiens, tiens...) protection du meeting de Giscard pendant la campagne présidentielle à Montceau-les-mines avec agression d'un photographe à la clef, attaques de piquets de grève comme à Lyon.

La société Framatome (Groupe Creusot Loire) travaille pour le nucléaire. Son siège social est situé à Courbevoie. Appartenant au bureau Empain, cette société vient de passer un énorme marché avec l'Afrique du Sud pour la livraison d'une centrale nucléaire. C'est dire que la présence de sections syndicales CGT et CFDT est jugée comme particulièrement « gênante » par le patron.

Au printemps 75, après une grève, deux attentats au plastic se produisent au siège de Framatome. Peu après de curieux intermédiaires apparaissent. Ils sont placés partout, notamment auprès des militants CGT et CFDT. Canal de recrutement : les sociétés ITEL et bien sûr, la SITER. Comme par hasard, le harcèlement commence. Utilisation de fausses signatures pour commander du matériel couteux envoyé au domicile d'un délégué syndical, fausses annonces concernant la vente d'appartements habités par les délégués, confection, là aussi, de faux montages pornographiques adressés au personnel et aux voisins, diffusion de tract signé d'un « Front Anti-marxiste » diffamant les responsables syndicaux.

La riposte nécessaire.

Comme on le voit les méthodes se ressemblent, les sociétés d'interim liées à ces affaires aussi. Il serait injuste d'ailleurs d'oublier une société comme NOTA, mêlée à l'affaire Hazan par le biais de Jacques Prévost et organisatrice du commando qui intervint en 73 contre les grévistes de l'usine Peugeot St Etienne. NOTA qui, il y a deux mois environ, recrutait par ses agences de Mulhouse et de Thionville, du « personnel » pour Peugeot Beaulieu. Une histoire à suivre.

Sylvain Mathieu.

Bourg - Electronique

CONTRE LA REPRESSION SYNDICALE

Dijon : contre la répression syndicale.

Ce sont 600 travailleurs dijonnais qui ont assisté au meeting CFDT convoqué par l'Union Régionale Départementale (UD) et la fédération nationale des métaux, jeudi soir au Palais des Congrès de Dijon. A la tribune une banderole proclame : « Non à la répression, non aux 23 licenciements de Bourgogne-Electronique ». Autre banderole significative dans la salle, celle de Peugeot, on peut y lire : « A Peugeot comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs ». A la tribune et dans la salle nombreux étaient ceux qui arboraient des tee-shirts exigeant la réintégration des 23 de BEE.

Pendant plus de deux heures se succédèrent les interventions de différents représentants CFDT. Notamment ceux des boîtes en lutte. Après le rappel des luttes exemplaires de Framatome Chalons et de Creusot Loire, Bourgogne Electronique tint la vedette.

Le meeting fut un succès de la CFDT. Pourtant ce meeting n'aurait-il pas eu beaucoup plus d'impact s'il s'était tenu de manière unitaire, avec la CGT ? Cette dernière, comme au niveau national avait préféré s'abstenir.

Il aurait été possible d'ouvrir un débat que beaucoup de participants attendaient. A noter aussi l'accueil très chaleureux reçu par le camarade qui présentait la lutte des foyers Sonacotra et en particulier celle du foyer Mistral à Dijon. Pour finir, une proposition de Paul Plagne, secrétaire de l'UD : il proposait une heure de salaire par mois pour soutenir les 23 de BEE. C'était au son de l'Internationale que se dispersait le meeting.

Correspondant.

en lutte

● Le comité CFDT chômeurs de Paris-Centre (1°, 2°, 3° et 4°) organisait dans le métro Mercredi 2 juin une action pour les transports gratuits. Par cette action signée par les deux sections syndicales RATP CGT et CFDT, l'UL-CGT 4°, et l'UL-CFDT Paris-Centre, le comité de chômeurs CGT du 4° et le comité CFDT, prend position pour les « transports gratuits pour les chômeurs » ; « carte unique payée par l'employeur », mais aussi, « droit à l'emploi, utile pour tous ».

Cette action, comme « les 6 h pour le chômage » organisées le même soir clôturaient une semaine d'action marquée par de nombreuses initiatives sur les marchés, dans les entreprises, les lycées, les CET et enfin à l'ANPE. Dans cette dernière, ont été obtenues des réunions d'information pour les chômeurs par l'ANPE.

D'autres débats et initiatives sont prévues, la campagne pour les transports gratuits continue (signature d'une pétition unitaire CGT-CFDT dans un centre RATP).

Correspondante.

CONTRE LES CUMULS

● Près de 150 jeunes agriculteurs ont labouré lundi soir un champ cultivé par Gérard Dubus, exploitant agricole près d'Abbeville. L'acquisition de ce champ par M. Dubus avait été refusée par la commission départementale des cumuls, vu que celui-ci exploite déjà 84 hectares. Malgré cette décision, Dubus exploite les terres en question, ce qui motiva la colère des jeunes agriculteurs.

LA LUTTE REO DESCEND DANS LES QUARTIERS !

● Depuis le 6 février 76, l'usine Réo de Fougères est toujours occupée et les Assemblées Générales réunissent toujours la grande majorité du personnel.

Depuis le 31 mai, le Comité de soutien (APF, CFDT, Comité Lycéen, HR, JOC, LCR, MRJC, PS, PSU, et SNES) a mis sur pied une nouvelle forme de popularisation des luttes de la chaussure : c'est chaque soir dans un nouveau quartier que s'installe le magnétoscope qui retrace la journée du 1er mai à Fougères qui, on le sait, avait regroupé tous les travailleurs en lutte de la Bretagne. Le film montre la manifestation mais aussi des travailleurs et des délégués syndicaux interviewés sur les causes de la situation locale.

Entre deux projections, on danse sur des airs populaires du pays, joués à l'accordéon, à la guitare, et à la flûte par des camarades musiciens.

Un point noir, pourtant, l'effort entrepris pour faire connaître les difficultés des travailleurs licenciés et la lutte qu'ils mènent pour exiger un emploi pour tous et à Fougères ne rencontre qu'une faible participation des habitants des quartiers.

Correspondante Fougères.

● Chez Bosch (St Ouen), 15 travailleurs et deux délégués sont menacés de licenciement suite à la lutte du secteur 93 sur les classifications (pour une augmentation de 28 centimes). Hier les restaurants des cadres a été occupé ; l'entrée de l'usine a été bloquée aux représentants

TRIBUNE des luttes

Sécurité Sociale et institutions sociales

Communiqué de presse

La direction de la caisse d'Allocations Familiales de la région Parisienne a demandé la convocation du Conseil de Discipline Régional aux fins de voir infliger à 2 délégués du personnel, Militants CGT et membres du Parti Communiste, « une mise à pied de sept jours, avec suspension du traitement pour manquement grave à la discipline ».

Les reproches faits aux deux militants sont motivés pour la direction de la CAF de Paris par une réunion organisée par le PCF dans les locaux de l'organisme, réunion à laquelle étaient conviés à participer les travailleurs durant les heures de déjeuner.

La fédération CFDT de la Sécurité Sociale et institutions Sociales élève une très ferme protestation contre l'attitude de la direction de la CAF de Paris qui prétend agir au nom d'une stricte neutralité. Elle intervient ce jour auprès du Conseil de Discipline Régional pour que ce dernier déclare nulle et non avenues les sanctions réclamées.

Fait à Paris, le 3 juin 1976. 14 heures.

La grève de la Sonacotra

UNE ETAPE DECISIVE

Une très importante réunion de la coordination dans les foyers Sonacotra va se tenir ce week-end. Les décisions qu'elle va devoir prendre sont décisives pour la poursuite de la lutte, compte tenu de l'état de la grève elle-même.

A St Denis, Garges, Bagnolet, la lutte dure depuis 17 mois et ça compte, les résidents ont dû affronter toutes les manoeuvres de la direction : la répression policière, l'expulsion et la chasse aux délégués, les menaces de la Sonacotra, alors qu'un large soutien sans faille ne s'est pas réalisé. Jusqu'à présent les résidents ne payaient pas leur loyer mais face aux menaces d'expulsion pour non-paiement, pour déjouer les attaques et calomnies les accusant d'être des voleurs, les délégués ont pensé qu'il fallait déposer les loyers sur un compte bloqué, ce qui était justifié. Mais de nombreux résidents commençant à penser que tant qu'à verser un loyer, autant le verser à la Sonacotra, ça fera moins d'embêtements et on n'aura pas d'huissier sur le dos...

L'échéance des vacances devient dans ces conditions une étape cruciale, d'autant plus que déjà des nombreux résidents ayant quitté les foyers, la Sonacotra a bloqué la location de nouvelles chambres. Avec la division et la répression, la peur s'installe parmi les résidents. Le bruit court, de semaine en semaine, que tel ou tel foyer a repris. A Bagnolet même, pourtant l'un des points forts de la grève, une fraction des résidents négocie en ce moment. Ceci est facilité par l'attitude de la direction qui pour ne pas avoir à négocier centralement, est prête à lâcher sur pas mal de points lors de

négociations séparées avec les comités de résidents. Une première victoire à mettre à l'actif de la coordination est déjà le fait que la direction ne réclame pas le paiement des loyers non payés.

Le 1er mai, en négociant officiellement sa place dans le cortège syndical, la coordination avait montré que le rapport de forces était en sa faveur. Mais l'isolement dans lequel elle s'est trouvée pendant les semaines suivantes a entamé ce rapport de force. En effet a représentativité s'est trouvée contestée et par la direction de la Sonacotra et par le PCF, la CGT et l'Amicale des Algériens qui ont gardé une influence certaine sur les résidents. De ce fait l'attitude de division de ces organisations qui n'hésitaient pas à négocier séparément ont gravement atteint le potentiel de combativité et d'unité de la coordination et des résidents. C'est cela qui a été le facteur déterminant de la situation actuelle, et qui a freiné tant la parution du journal, que le congrès des délégués prévu, et que l'extension de la grève qui pourtant auraient été décisifs pour consolider la grève. Donc le rapport de forces risque de s'effriter. Au cours de la réunion de la coordination, ce sont tous ces débats sur la question des négociations, la plate-forme centrale, etc qui seront discutés, nous en rendront compte mardi.

Correspondant.

● Une opération « portes ouvertes » aura lieu aujourd'hui au foyer Karl Marx à Argenteuil à partir de 16 heures à l'appel du comité de coordination et du comité de soutien.

Corr.



La sécurité militaire contre les bidasses

« Pour la prochaine perm, je crois que c'est fichu... »

Une lettre à peine imaginaire, tant elle résume celles des copains qui, du trou où les a fourrés la répression militaire peuvent écrire. Les interrogatoires ? Ils font souvent des dégâts, malgré les méthodes grossières qui y sont utilisées. Quelques principes simples permettent pourtant d'éviter les plus gros ennuis. L'interrogatoire de la sécurité militaire est illégal.

« Autant vous le dire tout de suite : je crois que le petit week-end sympa qu'on avait décidé de passer ensemble est annulé sine die. C'est que je suis, voyez vous, aux arrêts de rigueur pour 60 jours, et qu'on parle beaucoup, autour de moi d'un certain TPFA. Faisons donc des projets de retrouvailles, mais n'ouvrons pas nos agendas (je serais d'ailleurs bien en mal de le faire : ils m'ont piqué le mien. Rassurez-vous, votre adresse n'y était pas, ni celles des autres copains, j'ai du savoir vivre).

très à l'aise, il me semble. A côté de lui un jeune mec décontracté, qui m'observe en train de m'empêtrer dans mon salut approximativement réglementaire. Lui il n'a pas besoin de dire qui il est : la SM, ça dégage comme une odeur.

« Je reconnais qu'il a le mérite de ne pas tourner autour du pot : je suis accusé d'avoir rédigé le tract distribué, d'avoir organisé sa diffusion, d'être le meneur du « prétendu » comité de soldats qui existe sur le régiment. J'organise des réunions, je manipule mes

— Absolument pas, absolument pas ! Mais enfin, dans le civil vous faites de la politique, vous fréquentez les manifestations, les réunions, tout ça...

— Comment le savez-vous ?

L'ange du soldat inconnu passe. — Ne soyez pas idiot. Tout vos copains ont parlé. Tous. Je les ai interrogés cette après-midi. Ils sont formels, c'est vous le meneur. C'est votre drame à vous les agitateurs : vos copains parlent, quand ils comprennent que vos belles paroles les mènent un peu loin. Tenez...

Un tiroir, une petite liasse de papiers : « Tout est là. Vous pouvez regarder ».

— Ça ne m'intéresse pas.

— Ils vous accusent. Tous vos copains vous accusent !

— Vous savez... la fatigue, la peur de faire du trou, on peut signer n'importe quoi.

Là, il gueule. Pour de bon. Une déclaration signée, pour lui, ça a de la valeur. Devant un tribunal c'est une sacrée preuve. Puisqu'il est en rogne : autant en profiter. Je lui explique que, quant à moi, je n'ai rien, absolument rien à déclarer et que je ne signerai rien. Il gueule plus fort.

— Vous avez tort. Ça pourrait se régler très simplement. Mais évidemment, si vous voulez jouer au plus malin...

Fin de l'entretien. On me laisse réfléchir, au trou. Et puis on me ressort. Cette fois ce sont les gendarmes qui mènent la danse. Polis eux aussi, mais plus bovins. « Z'êtes coupable. On peut le prouver ». Ils ne prouvent rien du tout. Mais ils me parlent de réunions clandestines, de conférences

de presse avec des masques, des cagoules. De la participation à la rédaction d'articles paraissant dans des revues « subversives ».

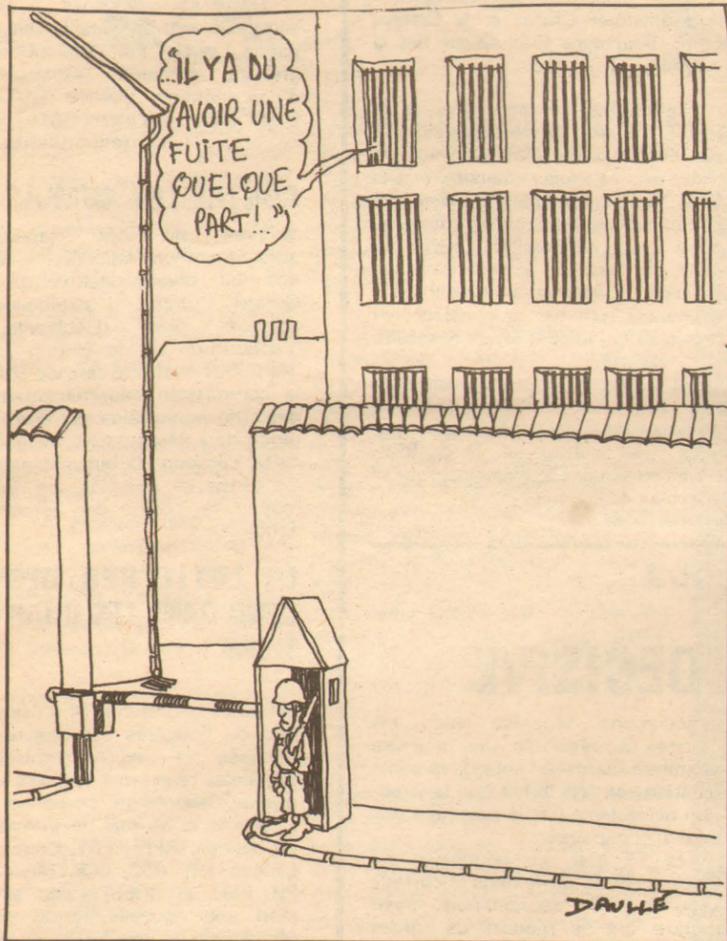
Moi ? Je n'ai rien à déclarer. C'est vrai : les tracts je ne suis pas contre... mais je ne sais pas, pas du tout qui a bien pu les diffuser. L'anti-militarisme ? Ma foi, c'est une opinion comme une autre, je n'ai pas ici, face à des flics, à m'expliquer là-dessus. Les comités de soldats ? Rien à déclarer. La bande à Krivine ? ... Qu'est-ce qu'ils ne vont pas chercher !

Enrèvement dans la salle : « alors ? Vous signez oui ou non ? ». C'est non. Catégoriquement. Alors deux personnes se pointent et signent un papier qui atteste que, moi, je refuse de signer... on ne peut vraiment pas dire que tout n'est pas fait dans les règles.

Retour au trou. Paquetage. Une jeep : on part. Aucun contact avec les copains... si ce n'est un paquet de cigarettes et du papier à lettres qu'on parvient à me faire passer. Sympa. Ça compte ce genre de truc dans des situations pareilles.

On me promet 60 pains. Et le TPFA. Voire, au diable l'avarice, la Cour de sûreté de l'Etat. Des preuves ? Il n'y en a aucune. Et pour cause. Polis, menaçants ou agacés : ils n'ont aucune déclaration émanant de moi. Sans blague : on ne discute pas avec n'importe qui. Je ne vois pas pourquoi, d'une manière ou d'une autre, j'aiderais des flics dans leur enquête. Ne pas se laisser démonter : voilà la solution.

A bientôt »



« Comment j'en suis venu là ? Je vais vous raconter. Figurez-vous qu'il y a eu, il y a quelques jours, une distribution de tracts dans ma caserne. Une initiative sympathique, mais qui n'a pas été du goût de tout le monde ; allez savoir pourquoi ? Dès que l'affaire a été connue, on s'est tous retrouvés sur le terrain pour un crapahut qui n'était pas prévu au programme. En rentrant à la caserne quelques gars, dont moi, se sont fait épingler par le pitaine de la compagnie, et on a été conduits à l'état major. Pas ensemble : chacun avec un ange gardien. Après un peu d'attente dans un couloir on me fait entrer dans un bureau. Le colon est là, l'air pas

petits copains (ce qui n'est pas bien du tout : « un garçon intelligent comme vous ne devrait pas faire de pareilles bêtises »), j'ai des contacts avec des civils anti-militaristes, etc. Bref, on me fait comprendre qu'il ne me reste plus qu'à avouer.

— Avouer quoi ? je demande.

— Le tract d'abord. C'est vous, c'est évident.

— Ah bon, pourquoi ?

Calme, poli, patient, le mec allume une clope :

— D'accord. On n'a rien trouvé dans vos affaires. Normal pour un agitateur chevronné comme vous. Mais enfin, on connaît vos idées. Vous lisez les journaux de gauche. — Ah bon : c'est interdit ?

Un livre important

« LA SCIENCE ET LE MILITAIRE »

La science et le militaire, tel est le titre d'un nouvel ouvrage paru aux éditions du Seuil.

Ce livre de Georges Ménaheum. Il constitue la première recherche sérieuse sur les rapports entre l'appareil de recherche scientifique et l'armée française. Il permet de dépasser les généralités habituelles sur le « complexe militaro-industriel », d'autant plus que ce concept pour le moins flou - la paternité en est attribuée à Eisenhower - recouvre à peu près n'importe quoi. La première partie du livre propose une analyse minutieuse de la direction du développement scientifique par l'armée. Le chapitre 4 consacré aux récents développements en France est également précieux. Mais c'est surtout la deuxième partie intitulée : « les implications politiques et théoriques de la maîtrise militaire du développement scientifique » qui retient notre attention.

Curieusement l'armée comme appareil répressif d'Etat n'a pas beaucoup attiré l'attention des marxistes. On se borne souvent à quelques généralités. Or, Ménaheum, en abordant un aspect de la question, en vient à définir « le nouveau pouvoir » et le « nouveau rôle » de l'armée dans l'appareil d'Etat bourgeois. Il montre par exemple comment le développement de l'industrie d'armements et l'existence de puissants lobbies concentrant les décisions hors des instances législatives de l'Etat transforme les parlementaires en « figurants aveugles et sourds ». Ménaheum nous livre une analyse détaillée de l'exemple

militaire, montrant comment les conflits s'expriment, s'arbitrent et se tranchent. Il en déduit une transformation de la position militaire au sein de l'appareil d'Etat, dont les conséquences sont multiples, tant pour la compréhension des processus de militarisation que pour celle des conflits à l'intérieur de l'institution militaire elle-même. On notera cependant que sur ce point, du fait de son approche partielle du sujet, Ménaheum a un peu tendance à schématiser ces conflits. Il conclut par exemple : « chaque conflit interne à l'appareil militaire correspond donc un type de regroupement fondé sur des intérêts de classe particuliers et le plus souvent articulés sur des oppositions précises de politique ». On peut voir là une sous-estimation des conflits propres à la crise de domination politique de la bourgeoisie, qui prennent racine au-delà de la concurrence inter-impérialiste, dans la crise globale des rapports sociaux bourgeois stimulée par l'apparition nouvelle de la combativité ouvrière en Europe occidentale. En cela le parallèle que fait Ménaheum entre les USA et la France doit être relativisé. Surtout quand on considère que la crise politique des bourgeoisies occidentales se répercute dans les armées par une remise en cause « idéologique » des doctrines et des missions.

Jean Yves Potel

« La science et le militaire » Editions du Seuil, coll. Sciences ouvertes, 320 pages, 45 francs.

l'homme des casernes

OBJECTEURS CONDAMNÉS

Trois objecteurs de conscience qui ont refusé d'accomplir un service civique à la place du service militaire ont été condamnés jeudi pour in-soumission par la 17^{ème} Chambre Correctionnelle de Paris.

Patrick Sollic, qui s'était présenté devant le tribunal avec l'assistance de Me Jean-Jacques de Félice, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis.

Auguste Mouchel-Nichard et Michel Balbous qui ne s'étaient pas présentés ont été condamnés par défaut à quatre mois de prisons fermes.

Par ailleurs le comité de lutte d'objecteurs indique que de nouveaux procès d'objecteurs vont avoir lieu prochainement : Jean-Louis Bataud passera devant la 17^{ème} Chambre Correctionnelle de Paris le 14 juin, Philippe Gantier devant le tribunal de grande instance d'Avesnes (Nord) le 28 juin, deux autres procès auront lieu à Grenoble les 10 et 24 juin, et un à Dijon.

GISCARD DECOUVRE L'ENNEMI INTERIEUR

Jean-Pierre Chevenement estime dans un communiqué que les « déclarations du Président de la République à l'Ecole Militaire sont préoccupantes à plus d'un titre, mais plus particulièrement par l'extension qu'il donne à la mission de sécurité des armées. »

« La mission de l'armée pour les partis signataires du Programme Commun affirme Chevenement consiste seulement à défendre l'indépendance nationale contre tout agresseur, quel qu'il soit, cette mission ajoute-il, ne saurait être tenue à la défense d'une forme donnée de société. La notion d'ennemi intérieur, si elle n'est pas mentionnée expressément par le Président de la République est dans la logique de ses déclarations sur la déstabilisation de la société. Elle résulte, tout autant, selon le député de Belfort, de l'esprit qui préside à la réorientation de notre politique militaire vers l'hypothèse privilégiée d'une bataille livrée à l'Est, aux avants-postes de l'OTAN. »

« On peut se demander, indique encore Chevenement, ce que signifie la répartition des éléments de l'ancien corps de bataille sur le territoire national dès lors que les mesures correspondantes en matière de transport ou de défense anti-aérienne, ne permettent pas d'étayer leur capacité d'intervention face à un ennemi extérieur »

MEPPIEL MUTE !

Le soldat Martin Mépriel qui était emprisonné au 22^{ème} RIMA d'Albi car on le soupçonnait d'avoir participé à la manifestation du 1^{er} Mai vient d'être muté à Sissonne. Il est toujours au trou.

MARCELLIN EST CONTENT !

Raymond Marcellin, a approuvé, jeudi matin, les déclarations du général Méry.

Le sénateur-maire de Vannes qui présidait jeudi matin, le conseil général du Morbihan a en effet déclaré à la presse à propos de la polémique qui divise les milieux politiques sur la stratégie militaire française : « tout ce qui contribue à resserrer les liens du monde libre doit être considéré aujourd'hui comme prioritaire et urgent. Aussi, j'approuve les déclarations du chef d'état-major des armées sur une meilleure concertation avec les alliés pour la défense du théâtre européen d'opérations ».

(AFP)

Universités

Des habilitations seraient retirées aux « mauvaises » Universités

LEURS COUPS EN DOUCE

Ces messieurs dames du secrétariat d'Etat aux Universités sont sournois. Alors qu'approchent l'été et les vacances, ils multiplient les coups en douce. Des coups d'envergure. Il y avait eu Amiens : l'accord entre le conseil d'université et les étudiants de cette ville à propos des examens a été cassé par le recteur. Il y a depuis bientôt deux semaines Montpellier, qui ne semble pas émouvoir la grande presse (Rouge des 2 et 3 juin) : un campus occupé par les gardes mobiles transformés en appariteurs universitaires, des étudiants arrêtés et condamnés pour la simple raison qu'ils furent des grévistes actifs, un climat revenchard en diable. Il y a depuis le 1^{er} juin, Pau : parce que la première session d'examen était dédoublée, ce qu'aucun texte ne semble interdire, le recteur a refusé les modalités d'examen. Voilà pour les « exemples » du jeu de massacre auquel se livre le Secrétariat d'Etat aux Universités.

Mais ce n'est pas tout. Saunier Seité avait déclaré, « selon certaines informations » non démenties, lors

du dernier conseil des ministres : « dans les cas les plus flagrants de laxisme (au sujet des examens), je retirerai les habilitations dès la rentrée 1976-1977 ». En clair cela signifie que les « mauvaises universités », peu serviles et ayant fait des concessions aux étudiants, seront pénalisées par une réduction de leur éventail d'enseignement à la rentrée prochaine. Ainsi l'UER de droit de Nanterre serait tout simplement supprimée. Le mirage de l'autonomie universitaire s'effondre. Et ceux qui parlaient de « reculs » du pouvoir en restent cois. Ainsi, la hiérarchie entre universités est renforcée, celles d'élite, aux ordres, recevant des bons points, les autres, les « dépotoirs », étant pénalisées. Ce chantage s'accompagne, à l'occasion de l'inspection par les recteurs de chaque UV des UER d'enseignement, de premier pas vers la constitution d'une inspection générale de l'enseignement supérieur. De super flics universitaires. C'est ce que signale à juste titre dans un communiqué le SGEN CFDT de Nanterre.

J.K.

Histoire d'un jeune belge

Zéro pointé...

On n'y prend pas garde. Ces petits riens de l'éducation quotidienne. Petits tracassés, petits interdits, petites répressions, qui font les grandes peurs de ceux qui en sont les victimes. Qui font les actes inavouables, les frontières infranchissables, les tabous scellés par la honte. Qui enferment la jeunesse. Au point parfois de ne laisser que le meurtre pour y échapper, se sauver, et ne pas assumer le moindre pécadille devant les gardiens de la prison. Qu'elle ait nom famille ou école.

Parce qu'il avait laissé copier

Le jeune de Winne a 17 ans. C'est un brillant élève du lycée de Gand, une de ces villes grises du plat pays de Flandre. Au cours de religion, auquel ses parents l'envoient, il vient d'avoir un zéro. Parce qu'il avait laissé copier sur lui un de ses camarades. Son père est, précise avec pudeur la dépêche AFP, « un homme autoritaire ». Alors il a peur. Peur qu'on lui supprime son argent de poche, celui qu'il gagne en travaillant le soir comme garçon de café. Il va donc se défendre, prévenir la

« torgnole », empêcher la raclée.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, après avoir ruminé plusieurs jours son plan, le jeune de Winne tue d'une balle de carabine dans la tête son père, sa mère et sa sœur. Il est entré en silence dans la chambre de ses parents. Il raconte : « J'ai mis l'arme à quelques millimètres de la tête de ma mère et j'ai tiré. Puis rechargeant aussitôt mon arme, j'ai également tiré une balle dans la tête de mon père. » Il a réveillé sa sœur. Il raconte toujours : « Je suis descendu avant elle et me suis dissimulé derrière la porte. Quand elle est entrée, j'ai braqué mon arme et j'ai tiré. » Il raconte encore comment il essuya son fusil, le plaça dans les mains de sa sœur, puis alla se coucher. Il raconte... De « sang-froid » ont tout de suite dit les policiers, qui ont ajouté, « nous nous sommes rarement trouvés devant un criminel qui manifestait aussi peu de remords ».

De sang-froid

Un criminel... pour un zéro en religion. On a envie de leur taper sur la gueule.

J.K.

les temps modernes

LA FORCE DE L'HABITUDE

Deux articles dans Rouge sur les six femmes du MLAC inculpées à Aix : deux titres où l'on parle des « inculpés » au masculin. Et les titres passent sous les yeux du ou de la claviste qui le tape, du ou de la maquettiste, et du ou de la rédactrice qui relit les pages pour éviter justement les « coquilles ». Avec la fatigue de fin de journée revient au galop la force de l'habitude : on en oublie que des femmes aussi peuvent lutter, et être inculpées. Alors pour ceux (celles) qui n'ont lu que les titres de ces articles, précisons une bonne fois : les six inculpées d'Aix sont des femmes !

UN CENTRE POUR LES FEMMES

Le collectif du centre d'initiatives et de coordination des luttes de femmes invite les groupes femmes de quartiers, d'entreprises, de lycées et de facultés, ainsi que toutes les femmes intéressées à participer au débat pour la création du centre de femmes : mardi 8 juin, 19 H, 1, rue Guy de la Brosse, M^o Jussieu. Un centre du mouvement de femmes sur les bases suivantes : luttes de femmes, luttes de classe. Un lieu d'une réflexion et de pratique collective des femmes.

précision

La tribune des luttes sur le MLAC publié dans nos pages hier et malencontreusement signée « des femmes du MLAC » était rédigée par Monique Antoine, Jeanne Weiss, Nicole Grand et d'autres femmes du MLAC qui ont participé à sa création.

PIGNONS SUR RUE

Aujourd'hui, à 14 heures, grande manif à vélo organisée par les amis de la terre. Rendez-vous place de la Concorde. Un mot d'ordre : une seule solution, la vélorution.

VIENT DE PARAITRE

Le numéro 4/5 de *Quel Corps* vient de paraître. Il est centré sur les Jeux Olympiques. Et il continue à habiter chez Solin, 1 rue des fossés St Jacques, Paris 5^e.

VIOLS ET AGRESSIONS SEXISTES

Quelle défense pour les femmes ?

Hier à FR 3, une émission sur le viol (cf. Rouge du 3 juin), parmi les problèmes abordés, celui de la défense des femmes face aux agressions : recours aux tribunaux ? Karaté ?...

On a beaucoup critiqué la campagne prise en charge par une partie du mouvement de femmes, pour que les violeurs passent en Assises. L'argument est qu'il s'agit d'un recours inadmissible à une justice qui n'est pas la nôtre, de l'entretien d'une illusion : que des peines de prison guériraient un mal social.

La logique de ce raisonnement est qu'il ne faut pas porter plainte contre son violeur. Cette logique écarte trop facilement le rapport actuel des femmes à la justice : dans la plupart des cas, les femmes ne portent pas plainte contre leur violeur car elles se sentent coupables, elles ont honte, d'avoir été violées. Et Liliane montre bien, dans l'émission, comment une femme qui a recours à la justice doit prouver qu'elle n'est pas coupable. Le témoignage d'une femme médecin est significatif : elle conseille rarement de porter plainte pour viol car elle pense que la femme ne tiendra pas le coup, devant le mépris total que lui manifesteront policiers, juges et psychiatres.

Tout en étant absolument persuadées qu'une peine de prison n'a jamais fait que détruire un peu plus quelqu'un et n'a aucune valeur exemplaire, nous devons à la fois dénoncer l'appareil judiciaire et soutenir les femmes qui osent faire appel à lui, qui osent dire publiquement qu'elles ont été violées, pour que leur viol soit reconnu.

Pour une campagne de masse contre le viol

La bataille centrale n'est pas là, voici la critique qu'on pourrait faire au mouvement des femmes dans l'état actuel de sa lutte contre le viol. La bataille centrale, elle est dans les quartiers, dans les lieux de travail, pour que le viol soit partout dénoncé comme crime sexiste. Pour que les femmes, ne se résignent plus à subir les agressions mais se regroupent pour lutter, pour que les syndicats, les partis ouvriers prennent en charge la dénonciation des

agressions sexistes. Réunions, débats, panneaux, livres noirs, films... La journée du mouvement de femmes pour lutter contre le viol qui aura lieu le 26 juin à la Mutualité peut être la première initiative dans ce sens. Pourquoi pas, par exemple, une bataille pour l'interdiction du disque de Michel Sardou (« J'ai envie de violer des femmes »), chanteur à audience de masse ?

Dans l'émission de télé, on voit

L'impunité des violeurs dans les facs

A la fac de Vincennes, le type qui a tabassé une fille du groupe Femmes, Marie, qui l'a tiré par les cheveux « pour lui montrer qu'elle n'était rien », vend tous les jours ses sandwiches. Il est là, fier de ce qu'il a fait, prêt à recommencer, pourquoi pas ?

Quand je suis passée devant lui, il a fait claquer sa langue. J'ai pensé que si j'étais assez forte, je lui casserais la gueule. J'ai pensé que ce type ne devrait pas être là à nous narguer.

Quand dans certaines facs, un fasciste parade, il y a tout de suite 200 étudiants pour le jeter dehors... Et lui, il est toujours là peinarde.

A Nanterre, les filles du groupe Femmes ont riposté collectivement à ce genre d'agressions. Un type les avait menacé d'un coup de poing américain. Quelques semaines plus tard, devant une AG pour la grève, elles lui ont cassé la gueule et ont expliqué qu'elles ne toléreraient plus ni violences, ni insultes.

Beaucoup et y compris des militants révolutionnaires ont trouvé que ce geste n'était pas éducatif et que frapper ou expulser un mec de la fac était mal compris des étudiants, le phallocrate qui sommeille en chacun d'entre eux se sentant menacé, agressé.

Certes, il est nécessaire d'éduquer et ce doit être aussi le rôle des

une femme qui prend un cours de karaté, sans conviction aucune, une autre dit que les femmes n'ont pas à répondre à la violence par la violence. Certaines femmes du mouvement de femmes se pensent aussi pour qui la violence est « virile » donc étrangère à la lutte de libération des femmes. Hélène Cixous oppose hommes-violence et femme-amour : un peu catho.

Il faut créer un climat d'insécurité pour les violeurs. Il faut créer un climat de solidarité entre les femmes. Que les femmes ne se terrent plus dans leur maison quand elles entendent crier une fille dans la rue la nuit, que les

femmes ne restent pas sans rien dire quand une d'entre elles se fait agresser dans le métro. Qu'un homme ait peur, s'il agresse une femme, que d'autres femmes lui tombent dessus. Que la femme qui est agressée ne se retrouve pas seule. Dans les groupes d'immeubles, dans les facs, dans les quartiers, il faut favoriser le regroupement des femmes si des agressions se produisent.

Et aller plus loin encore : car si la dénonciation des agressions sexistes commence à avoir une audience, il y a toujours des milliers de femmes violées, de femmes battues, dans la rue ou dans les chaumières.

N.T.

organisations révolutionnaires. Il faut expliquer que l'agression ce n'est pas seulement le viol ou le tabassage, mais les réflexions, « plaisanteries » sexistes quotidiennes. Il faut dénoncer les vrais responsables, l'idéologie dominante patriarcale sous toutes ses formes. Mais il n'empêche que certaines pratiques sont injustifiables. Il n'est pas possible de tolérer qu'une fac soit interdite à des filles parce qu'elles ont peur d'y aller, parce qu'elles s'y font agresser, battre,

humilier. C'est aux agresseurs de quitter les lieux.

Les femmes doivent s'organiser elles-mêmes pour répondre physiquement s'il le faut aux attaques dont elles sont l'objet. Et il est du devoir des militants révolutionnaires non pas de régler leurs comptes à leur place, mais de développer une campagne d'explication et de mobilisation dans les facs contre les agressions sexistes.

CC.





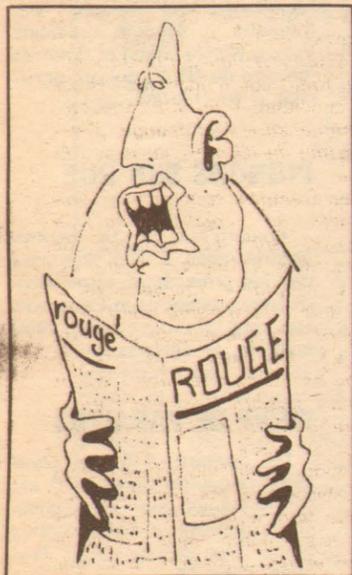
Rouge n° 68 page 10

LECTEURS AU COEUR

Qui sont-ils ? 300 lecteurs et lectrices qui, ces 15 derniers jours, ont répondu à notre questionnaire. Des pages et des pages écrites avec minutie, scrupules, parfois avec tendresse, foisonnantes d'idées, de critiques et de clin-d'oeil.

300 lecteurs et lectrices, ce n'est peut-être pas un échantillon scientifique mais c'est déjà un courant qui porte.

Le ton est varié mais toujours chaleureux. Chacun dans son langage encourage, discute, conseille. Très peu sont militants de la LCR. « Qui suis-je » se demande par exemple une lectrice parisienne: « peut-être sympathisante, peut-être anar, cela se bouscule dans ma tête ». Et un lecteur à la même question répond non sans humour: « je voudrai bien le savoir ».



Dans ce flot de courrier extrêmement vivant il y a la cohorte des proches, des assez proches, des plus ou moins proches, des pas très éloignés. Quelques militants ou sympathisants du PC, du PS, du PSU, de LO, de Revo... quelques anciens militants de la Ligue aussi. Mais autant de lecteurs fidèles, actifs, volontaires.

Nous tentons dans les deux pages suivantes de donner une première analyse synthétique de ce courrier. Elle ne saurait résumer toute la richesse de chaque lettre. Le débat est ouvert, il se poursuivra avec les lecteurs avec pour objectif la naissance en septembre d'une nouvelle formule de Rouge quotidien: plus de pages, plus de rubriques, plus de dessins, plus d'informations, plus

de reportages, plus d'analyses, plus, plus, plus... si financièrement nous tenons le choc grâce à toutes les sympathies agissantes qui environnent le quotidien (voir page 13). Et si encore et toujours vous nous confiez vos idées.

Outre le ton attachant, même quand il est violemment critique, du courrier reçu, une chose frappe: l'initiative jaillissante de ces camarades pour faire connaître, faire lire et vendre le quotidien autour d'eux. Les petits trucs fourmillent comme par exemple « l'exhibitionnisme politique dans le métro », l'énergie et la peine ne se comptent pas. Avec des lecteurs de cet accabit nous nous disons que l'avenir du quotidien est assuré. Nous allons même jusqu'à croire que ces lecteurs n'ont pas encore le quotidien qu'ils méritent.

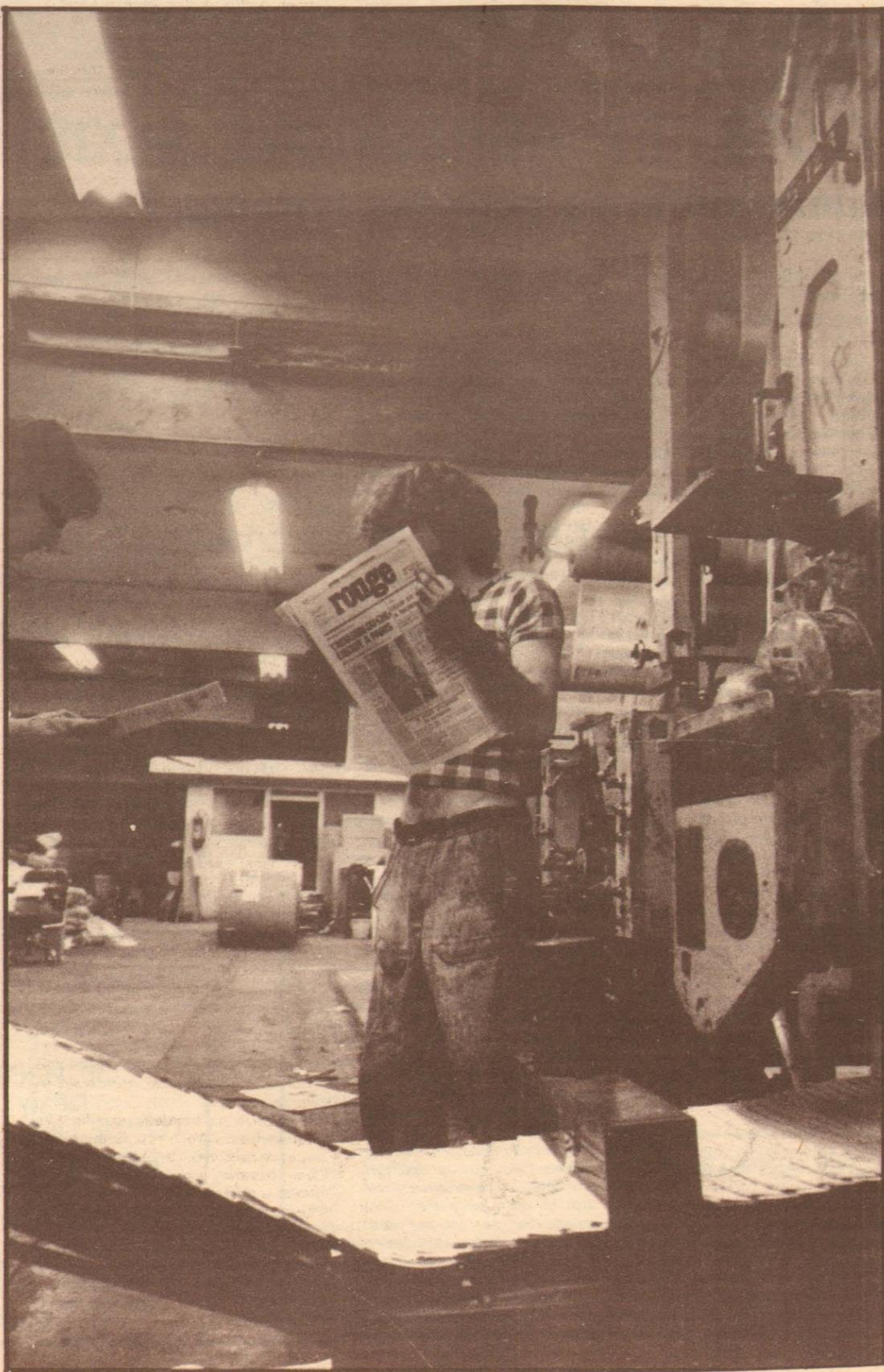
D'ores et déjà le quotidien est devenu un objet aimé entre les mains de franges de plus en plus larges. « En deux mois de parution Rouge nous est devenu indispensable et il nous manque quelque chose quand le journal n'arrive pas » écrit un « lecteur intéressé » de Toulouse.

Si tout le monde parmi nos lecteurs aime la confiture à l'orange, certains eux préféreraient plus d'information sur les activités de la IV^e Internationale. Dans cet éventail de lettres il faut dire que les nuances sont nombreuses, les goûts différents et les polémiques s'entrechoquent à distance entre ceux qui par exemple défendent mordicus l'exposition sur Ramsès II dans la rubrique culturelle par rapport à la musique pop...

Les pôles d'intérêt peuvent varier mais un même élan réunit ces lecteurs comme nous le pensons tous ceux qui ne nous ont pas écrit faute de temps: ne rien cacher, débattre au plus profonds, être sur la brèche de toutes les luttes, ouvrir largement le journal à toutes les questions, en dire encore plus sur encore plus de choses.

Et en retour nos lecteurs nous interrogent: comment vivez-vous, quels sont vos projets, où en êtes vous... démontrant par là que Rouge n'est pas un journal de journalistes mais déjà un bien commun. Et précieux.

Simon Ploech



LECTEURS AU COEUR

1) INFORMATION ET ANALYSE

Nos lecteurs ont soif. Ce monde qui bouge et qu'ils veulent changer, ils tiennent avant tout à le connaître sous toutes ses faces, pour mieux le subvertir.

Sur le plan de l'information stricte ils sont partagés quant au jugement à porter sur *Rouge*. Il y a les satisfaits, ceux qui pensent que « la radio et la télé ça suffit pour donner les nouvelles d'une autre façon » ; il y a ceux qui continuent à acheter un autre journal (*Le Monde* parce qu'il a 48 pages, *Libé* parce que c'est quand même plus sympa) et qui ont le temps de pouvoir faire des comparaisons ; il y a ceux qui veulent connaître d'autres points de vue, ne serait-ce que pour mieux pouvoir les combattre ; mais il y en a beaucoup à qui *Rouge* ne suffit pas : 12 pages c'est peu, même si, comme l'écrit un délégué syndical, les pages sociales de *Rouge* permettent de se passer de l'*Huma*.

Tout savoir

Une revendication commune à toutes les lettres : que *Rouge* couvre toute l'information, « que vous ne supposiez pas connu telle ou telle chose ». Car, comme nous l'écrit un enseignant : « on n'a pas le temps de lire deux journaux, si vous ne parlez pas de tout, une partie des lecteurs abandonnera *Rouge* ». Un reproche unanime nous est fait sur un exemple : nous n'avons jamais donné les résultats de l'élection de Tours, effectivement : acte manqué. Quant aux informations internationales, comme le dit un lecteur parisien « la rubrique ne sera jamais assez grande ».

La précision, l'exactitude sont aussi exigées : un vieux « compagnon de route » : « en 7 ans de lecture de *Rouge* je ne sais toujours pas la différence entre le MCE, le PTE et l'ORT en Espagne ». Un travailleur hospitalier : « avant de parler de bureaucratie en Chine, il faudrait expliquer en détail ce qui permet de dire ça, comment fonctionne concrètement l'appareil d'Etat, les rapports qu'il a avec les masses ».

Tout analyser

Ne rien passer sous silence : nos lecteurs n'apprécient pas certains silences. « il serait bon de mentionner ce qui va à l'encontre de vos positions au niveau des faits pour éviter les stéréotypes manichéistes » écrit un lecteur « intéressé ».

« La crédibilité du canard est à ce prix » ajoute un lecteur grenoblois.

Un dilemme inquiète beaucoup de lecteurs : donner le plus possible d'informations c'est bien, mais est-ce que cela ne va pas se faire au détriment de l'analyse ? Certains lecteurs indiquent pourtant la voie : « un journal comme *Rouge* doit couvrir toute l'actualité en fonction de l'analyse politique de ses militants » écrit un camarade de Dreux et un auxiliaire des PTT de Clermont renchérit : « le journal n'est pas assez analytique car il ne fait pas renvoyer chaque information à une analyse de son contexte ; et souvent les articles analytiques ne sont pas en rapport avec l'événement ».

Tout clarifier

L'exigence de trouver dans *Rouge* une analyse approfondie des événements doit pourtant se concilier pour beaucoup de lecteurs avec la clarté d'exposition et ne doit pas se confondre avec une bouillie théorique : « comprenez moi écrit un étudiant en chimie, je suis paumé entre la ligue, Révo, LO. Les subtilités de l'extrême-gauche m'échappent ; je suis un lecteur neuf, tout droit sorti de *Libération* ». Un sympathisant de Paris précise : « *Rouge* est à la fois trop analytique et pas assez. Pour le type qui achète le journal comme vague sympathisant, il l'est trop. *Rouge* reste le journal du militant. Par contre pour le militant endurci, certains articles restent trop superficiels. Moi cependant je préfère que *Rouge* soit accessible au prolo qui rentre crevé de son boulot ».

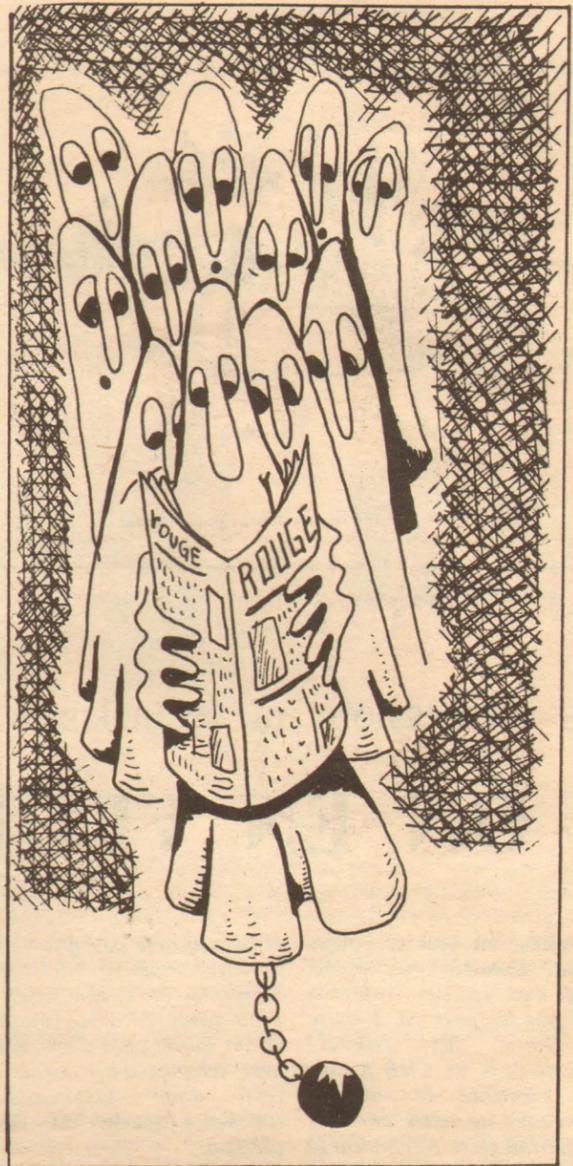
Pour arriver à cet équilibre entre information et analyse, traité de façon simple et efficace, des lecteurs prennent l'exemple des luttes ouvrières. Un lecteur de Tours : « la rubrique sociale est parfois lourde et rébarbative. Il y a plein de boîtes en lutte, d'accord, mais qu'est-ce que ça apporte à part le plaisir de se voir pour les lutteurs en question ? il faudrait se limiter aux luttes qui apportent quelque chose et non faire un catalogue ». Un employé des PTT qualifie de « mosaïque d'échos de lutte » et insiste sur l'intérêt d'un reportage comme celui sur la lutte des métallos de La Rochelle qui va, de façon vivante, au fond des choses. Solution : centrer l'analyse tout en donnant l'in-

formation. Comme le dit un lecteur de Courbevoie : « donner des informations plus brièvement et consacrer plus de place à une lutte significative de façon à ce qu'on ait une vue d'ensemble ».

Cet équilibre entre information et analyse où l'une ne se fait pas au détriment de l'autre mais où les deux s'alimentent réciproquement, doit, pour nos lecteurs qui ne sont pas de doux contemplatifs, déboucher sur des perspectives pour l'action. C'est par exemple ce qu'un lecteur de Lille a regretté à propos de congrès CFDT : « on n'a su en gros que ce que Maire avait déclaré ».

Beaucoup de lecteurs apprécient la nouvelle formule de la dernière page qui veut traiter à fond une question précise. Des dossiers plus nombreux de ce type nous sont demandés : « pourquoi pas une ou deux pages le samedi pour faire, un bilan-synthèse des événements de la semaine », « faites dans *Rouge* des spéciaux quelque chose ».

Et un lecteur du nord conclue : « de l'analyse oui, beaucoup, mais aussi de la couleur et de l'humour » tandis qu'un camarade de la banlieue parisienne écrit, mi-amer mi-lucide : « *Rouge* est plutôt pas assez analytique mais c'est bien suffisant lorsque je le lis après une journée de travail ».



2) TROUVER LE TON

Ça part très fort : « camarades, le jour où on fera la révolution ensemble, on appellera un interprète *culturo-psychanalito-politico-machin* pour vous comprendre en haut des barricades » écrit une dactylo parisienne. Elle destine particulièrement son appréciation à la rubrique culturelle. Et elle continue tranquillement, à destination de tout le journal cette fois : « si j'avais beaucoup de sous, j'achèterai *Libé* en plus parce que c'est plus marrant et qu'on n'y trouve pas dans certains articles la car icature du militant qui commence un discours, s'élève à un mètre au dessus terre et qu'on ne sait plus quand il va s'arrêter... » Très dur ! Mais pas si exagéré. Un quotidien oblige à se rendre compte de son pathos...

Cette camarade, qui par ailleurs contrôle systématiquement les ventes dans son kiosque, se fait la porte-parole de la majorité des lecteurs qui nous ont écrit et qui, tous, nous rappellent qu'on ne s'adresse pas à des intellectuels mais qu'on a à former des intellectuels.

Il y a les violents : un futur chômeur « Vous avez un style constipé de gratte-papiers sans âme ; il faut que vos plumes vibrent au rythme de vos tripes. » Un employé : « Votre style figé associe les clichés journalistiques et les tics lexicaux de la Ligue »...

Et puis les timides : une lectrice parisienne : « Ne lisant le quotidien que depuis peu de temps, il arrive que certains articles ne soient pas tout à fait compréhensibles... » Ou ce retraité de l'Education nationale : « Les jeunes doivent sûrement se forcer pour lire régulièrement votre quotidien ».

Les prudents : « Partez du principe qu'un langage simple, c'est à dire lisible par l'ensemble des travailleurs ne veut pas dire un

langage infantilisant, débilisant et démagogique. »

Les modestes : « il traîne encore par ci par là un article de style confus et pédant. »

Les résignés : « Votre jargon est issu d'une minorité dont je me sens exclue » écrit une laborantine qui demande de la fraîcheur et de la spontanéité.

Les bien gentils : « L'acquis de *Rouge* me semble résider dans l'abandon quasi total du style camarades en avant, très réaliste socialiste... »

Et enfin ceux qui ne se départissent pas d'humour : « Vous savez, 20 ans de correction de copie m'ont immunisé » écrit un professeur d'Aix...

Voilà. L'addition est lourde et nous plaidons coupables. Beaucoup ont remarqué néanmoins, et apprécié, l'effort que nous faisons pour nous adresser au plus large public. Ce n'est pas gagné. Il nous manque un style, un ton. Est-ce

celui que nous propose un lecteur de Paris : « le journal doit trouver son équilibre entre le ton sérieux, la qualité d'un *Monde* d'extrême gauche et les idées, l'imagination d'un *Charlie Hebdo* quotidien ? »

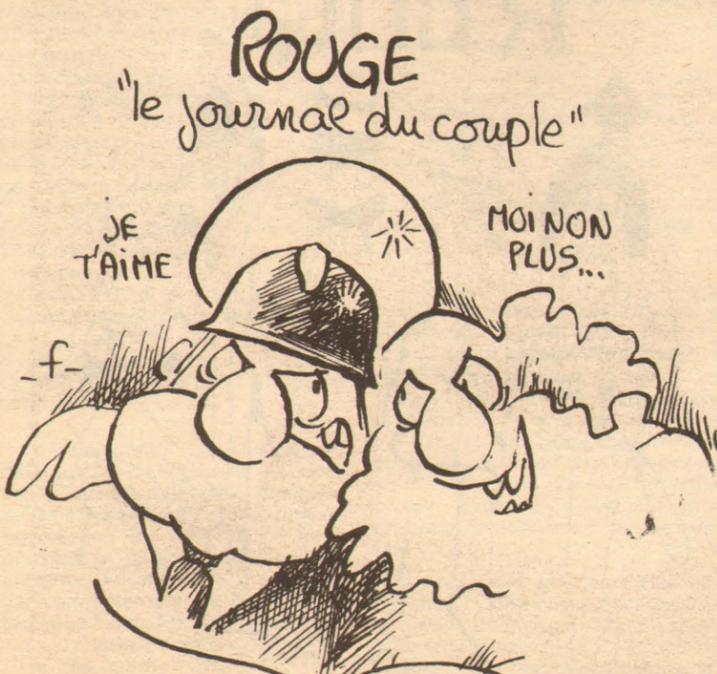
En tout cas l'unanimité existe pour constater « un ton trop sec, trop sûr de soi », « un manque d'enthousiasme, de flamme de tripe, de vécu ».

Des exemples sont pris : « vous annoncez la création ou la répression sur les comités de soldats mais ils perdent toute vie sous votre plume ; et pourtant il s'agit d'un militantisme clandestin, de peurs, d'angoisses, de joies, de risques ». Ou bien : « la critique cinéma est en hausse depuis qu'un ton plus personnel est pris : enfin des militants révolutionnaires qui aiment ou pas ».

Comme le dit modestement un sympathisant : « il me semble qu'un manque trop souvent la traduction de l'écoeurement face à cette société et des différents biais par lesquels elle s'exprime ». Et un étudiant précise : « accrochez par des petits faits ; dites-nous qu'Alice Saunié Seité commande des draps de soie noire sur le budget d'équipement du ministère, qu'Haby a fait refaire sa salle de bains car sa carrure l'obligeait à entrer de biais et non de face... ». Pourquoi pas ? Car comme le dit un détenu de 41 ans : « vous êtes abominablement sérieux et didactiques ».

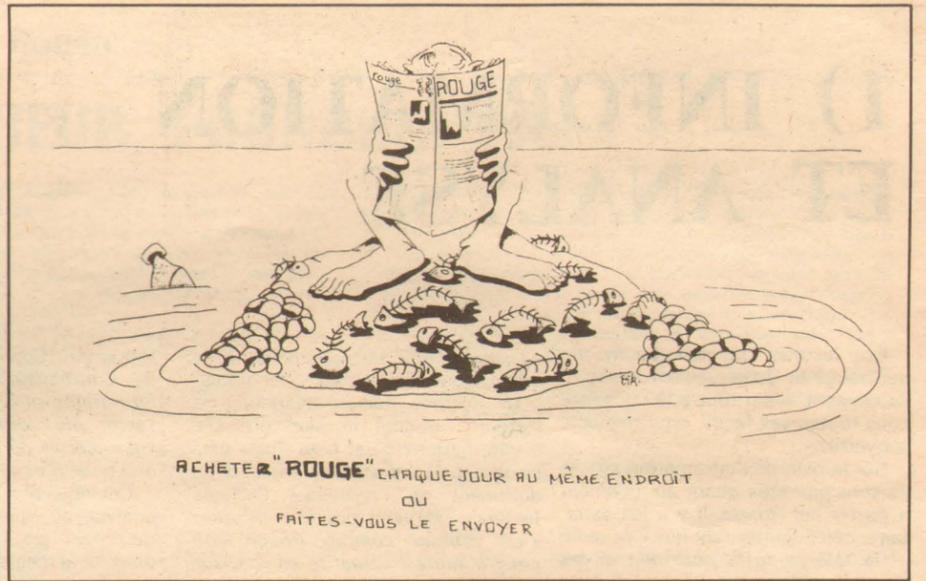
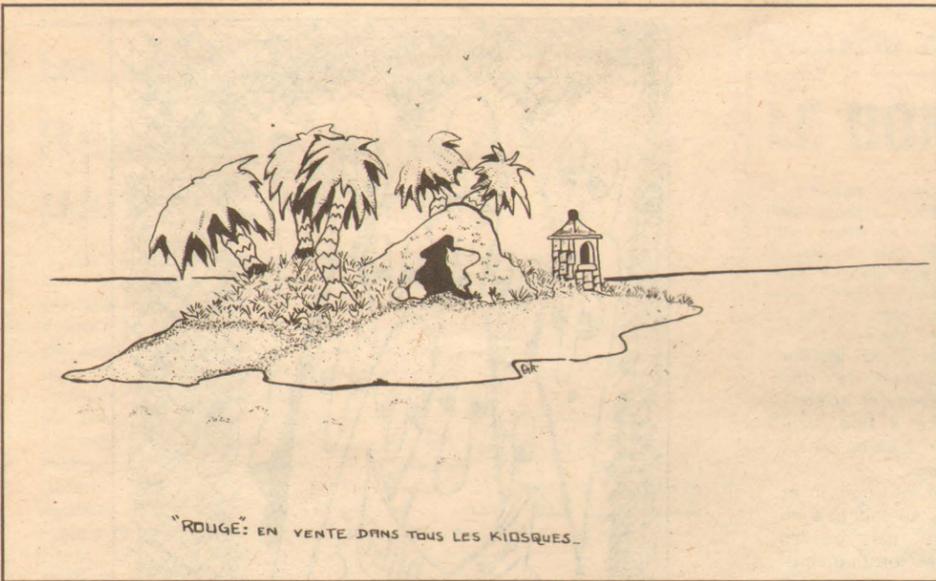
Et un camarade de conclure : « j'ai envie de voir des marxistes révolutionnaires qui ne sont pas de machines à militer mais qui ont des tripes devant l'agression perpétuelle de notre société ». Et une lycéenne avec lui : « nous sommes politiques, c'est un grand point, soyons humoristiques, corrosifs, incisifs, et tout sera parfait ».

OK, pour nous !



LECTEURS AU COEUR

Rouge n° 68 page 12



Sans concession, ni sectarisme

3) ON EN VEUT PLUS !

300 lettres, un seul cri : dites nous tout. Exemple : ce lecteur parisien : « je regrette l'absence d'articles sur les pays où il ne se passe rien ». Et celui-ci : « travaillant dans un CHR je suis vraiment emmerdé de voir les comptes-rendus de luttes dans les hostos. Qui fait grève ? Comment la grève est-elle prise en charge et par qui ? Quels problèmes sont discutés au niveau du personnel hormis l'unité d'action syndicale ? Autant dire que ça ne sert à rien de savoir qu'un hopital est en lutte si l'on ne dit pas en quoi la grève peut changer les rapports dans la boîte ».

Nos lecteurs sont exigeants et c'est bien la meilleure des choses qui puisse arriver à un journal révolutionnaire. Ils veulent que le quotidien leur soit une fenêtre largement ouverte sur la vie, les événements, les autres.

D'un point de vue strictement politique d'abord : qui sont, que veulent, comment vivent les révolutionnaires ? « Il faut faire vivre la LCR dans Rouge, avec son activité quotidienne, ses militants, ses Groupes Taupes, ses prises de position » écrit un cheminot. « Quels sont les problèmes qui surgissent dans les pjtions entre les militants, entre les militants et les militantes, entre les militants de base et ceux ayant des responsabilités, quels sont les problèmes posés par le fait de militer » demande une infirmière

La Ligue, maison de verre ? C'est se réclamer également de la IV^e internationale qui apparaît tellement mystérieuse à beaucoup de nos lecteurs.

Tout savoir de la ligue mais aussi des autres organisations révolutionnaires, c'est le souhait partagé par tous ceux qui nous ont écrit. Les tribunes libérées aux autres groupes sont vivement appréciées et beaucoup regrettent qu'elles ne soient pas plus nombreuses. « Il faut dire pourquoi les autres organisations refusent de s'investir » écrit un lecteur de Dinard. Miex : « il y a nécessité absolue sous peine de reculer de développer un débat dans l'extrême-gauche. Une tribune de temps en temps ce n'est pas suffisant, ça n'a pas de vie, c'est triste

et ça n'engage pas à la lecture. Il faudrait organiser des réunions fréquentes, style table ronde sur un point précis, en conservant un style vivant, parlé, celui d'une discussion avec échange d'arguments et non celui d'une juxtaposition de tribunes » plaide un camarade parisien.

Autant les lecteurs demandent que les positions de la ligue paraissent nettement dans le journal, autant la tonalité générale renvoie à l'appréciation d'un travailleur des PTT : « Rouge ne doit pas être perçu seulement comme le journal du Bureau Politique de la Ligue ».

Mais les lecteurs en général ne veulent pas qu'on en reste là question « ouverture » : une militante de l'UNEF écrit : « c'est la richesse du journal que de l'ouvrir aux associations et groupements qui ne sont pas de la LCR. Il faudrait outre les groupes d'extrême-gauche, s'ouvrir aussi à des groupes plus informels qui ont un autre langage et une autre manière d'aborder les problèmes ».

Encore plus loin

On commence là à aborder des domaines qui ne sont, traditionnellement, pas directement politiques. Et c'est à ce propos que nos lecteurs se font les plus prolifiques. « Je trouve que le journal est trop politique au sens bourgeois du terme. J'aimerais y trouver d'autres rubriques : bouffe, relations humaines, médecine, sexualité » écrit un militant d'un groupe taupe. Chacun plaide pour le sujet qui lui tient plus particulièrement à cœur. Et l'un de demander chaque jour une page école, l'autre deux pages enfants (écrits par eux-mêmes) tous les quinze jours, un autre une page « armée » tous les jours. Toutes les lectrices et beaucoup de lecteurs voudraient aussi qu'on consacre plus de place aux femmes « où il soit fait état des brimades quotidiennes qu'elles subissent, où elles puissent s'exprimer ». Une autre lectrice : « j'ai l'impression que les articles femmes sont encore plus ou moins de la démagogie » et

d'estimer que la page 12 du lundi est plus une cage dorée qu'une véritable prise en charge dans tout le journal.

L'appétit peut-être divers comme chez ce lecteur qui réclame à la fois plus de sexualité et plus d'explication sur le front unique ouvrier. Et il y a aussi énormément de demandes sur la vie pratique, voire même de petites annonces : « soyez utiles, donnez des adresses, comment se démerder pour avoir des trucs moins chers ».

Derrière cette foison de suggestion une idée coure comme un leitmotiv : ouvrir le journal à la vie, à toutes ses manifestations, à tout son déroulement. En fait les lecteurs voudraient que le rubrique Vie Quotidienne soit beaucoup plus développée. Des critiques lui sont faites : fourre tout, pas de fil conducteur, manque de vie, de concret, d'expérience. Mais quand elle disparaît comme dans le numéro 58 des lecteurs s'émeuvent et nous avertissent : « qu'on ne vous y reprenne plus ».

« Parlez des problèmes concrets, aidez les gens à se démerder, à connaître leurs droits : la sécurité sociale, les assurances, le droit devant les toubibs, les flics, les expulsions » écrit une élève infirmière sympathisante de Révolution. De son côté un militant du PSU : « analysez les petits faits significatifs, que cette rubrique se fasse l'écho de ces petits événements qui nous arrivent tous les jours, de tous les cris style y'en a marre de crever à petit feu ».

« La création de la rubrique vie quotidienne atteste une évolution très importante de la LCR et il ne faut pas la brader » estime justement un lecteur du sud. « Il faut savoir imaginer en pointillé la société future que nous voulons bâtir ».

Un lecteur de 22 ans qui en avoue huit d'utiles résume assez bien le propos général : « les expériences de changer la vie devraient être développées pour créer dans la société actuelle les germes de vie nouvelle qui pourront se développer en société socialiste ».

Et, pour ne pas en rester là, beaucoup de ceux qui nous ont écrit, voudraient que s'établisse dans le quotidien un dialogue permanent avec les lecteurs

SALE OEIL

Avant je l'achetai dans un bistrot mais le patron me regardait d'un sale œil, il en prenait pas beaucoup et je crois bien que j'étais sa seule cliente. J'ai envoyé un copain acheter le canard pour savoir si c'était moi (ma tête) ou le canard qu'il n'aimait pas. Mais c'était bien le canard qu'il n'aimait pas. Aussi je l'achète autre part. Tous les jours quand je le cherchais je le trouvais pas parce qu'il était derrière d'autres journaux. A chaque fois le vendeur cherchait avec moi, aussi quand je suis venue aujourd'hui, surprise ! il était en pleine vue et le vendeur me souriait.

Une lectrice

DU COTE DE L'ESPOIR

Je me rends compte que les copains autour de moi (de la LCR) n'attachent pas trop d'importance au canard, ils ont un regard un peu ironique vis-à-vis du quotidien, alors que pour moi le canard ça compte vachement. Je suis au chômage maintenant, mais j'ai travaillé et souffert de l'isolation politique quotidienne, de l'idéologie environnante et du manque de réponse politique aux problèmes du jour le jour. Aussi sur ce plan le canard remplit un trou, mais pas encore assez. Tout se porte du côté de l'espoir, et j'ai beaucoup d'espoir dans le quotidien.

Une lectrice.

J'OSE MAINTENANT

Après avoir observé sur le terrain les événements, je galope, lire les journaux : réaction : tout est faussé, sauf dans Rouge. Du coup, lecture à fond du canard tous les jours ; après avoir rôdés pendant une année autour de la table de la LCR de ma fac, sans oser participer aux discussions, j'ose maintenant : je m'aperçois que ce que je dis est cohérent, je veux dire par là qu'il s'est dégagé pour moi une ligne de pensée après la lecture quotidienne du canard (avant j'étais parmi ceux qui disent : « Je ne fais pas de politique »)

Barbara.

OUI
VOUS AVEZ LE DROIT
À TOUT ÇA DANS
"ROUGE"



LECTEURS AU COEUR

Rouge n° 68 page 13



14,19 JUIN "SEMAINE ROUGE"

**CHAQUE LECTEUR EST CONCERNE
CHAQUE LECTEUR DEVIENDRA UN PROPAGANDISTE
ACTIF DU QUOTIDIEN COMMENT ?**

- En achetant plusieurs numéros à son kiosque pour ensuite les donner ou les vendre autour de soi.

- Chaque cellule de la LCR, Groupe Taupe, Comité Rouge, organisera des ventes publiques à la porte des entreprises, dans les métros, les marchés, les gares et du porte à porte...

- Une affiche nationale dessinée par Wolinski, et tirée à 50.000 ex sera collée massivement dans toute la France.

Dès maintenant, prévenez votre kiosque du nombre d'exemplaires en plus que vous prendrez. Nous allons augmenter de 40 % leur approvisionnement pour cette semaine de promotion.

Si chaque lecteur de Rouge en gagne un seul autre, nous doublerons la vente. C'est évident, mais il valait mieux le dire.



ABONNEMENTS D'ÉTÉ

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.

Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :

— Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.

— Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.

— Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

— Afghanistan, Sibérie Orientale, Iles Moluques... là, franchement, on ne vous conseille pas de faire suivre. Mais abonnez vous le temps de votre absence, à votre retour, vous aurez tous vos journaux.

— En France ou dans des pays proches. Pas de problèmes, faites suivre. Rouge tout les matins avec le café.

Comment faire ?

— Vous n'êtes pas abonnés : Remplir le bon ci-dessous

— Vous êtes déjà abonnés et vous voulez changer d'adresse :

Donner votre nouvelle et la période choisie. Envoyer votre chèque. Joindre impérativement la dernière bande d'envoi.

Que choisir ? Ça dépend de l'endroit où vous allez :

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, aucune autre mention.

— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

400 000 F POUR QUE ROUGE PASSE L'ÉTÉ

A la demande de presque tous les lecteurs, nous avons décidé de continuer la parution de Rouge, pendant toute la durée des vacances. Un gros effort va donc être demandé aux équipes de rédaction et de fabrication. Un mois de vacances pour tous, cela va signifier la présence en juillet et en août d'effectifs réduits de moitié pour sortir sur 8 pages. Plus que d'ordinaire nous faisons appel à nos lecteurs en vacances ou non pour participer à la rédaction du journal. La période d'été est riche d'événements qui ont leur place dans le quotidien. C'est le moment de prendre sa plume ou son téléphone.

Sur le plan financier, nous traversons une situation très difficile. La vente qui tourne autour de 10 000 exemplaires vendus ne nous permet pas d'équilibrer notre budget. Elle va baisser pendant l'été et nous ne pourrions l'augmenter qu'en septembre en lançant une grande campagne de popularisation à l'occasion de la nouvelle formule sur 16 pages.

Nous attendons un remboursement de la TVA de 200.000 F qui n'arrivera que plus tard. Pour traverser ce passage difficile, il nous fait absolument votre aide. Concrètement cela signifie que tous ceux qui le peuvent, de souscrire immédiatement

un abonnement vacances et de participer à la souscription massivement. Les banques nous refusant tout découvert, pour des raisons politiques, il nous faut trouver 400.000 F avant le 1er septembre. La sortie pendant les vacances n'aggraverait pas le déficit si nous vendons 4500 exemplaires par jour, ce qui est possible.

Il faut des années pour arriver à équilibrer un tel journal (cf Libération) et l'appui que nous lançons ne sera certainement pas le dernier. La survie d'un quotidien révolutionnaire est un combat permanent.

POUR PASSER LE CAP DE JUIN ET DE L'ÉTÉ AIDEZ NOUS A TROUVER 400.000 F. ABONNEZ-VOUS ! SOUSCRIVEZ !

LE FINANCIER SECRET DE ROUGE DÉCLARE :

T'ASPAS CENT BALLES ?



SOUSCRIPTION

Ancien total	145 365.60
L.P. Blois	200.00
B.A. VELIZY	25.00
Diffuseurs Montargis	50.00
R.D. Chatenay Malabry	150.00
L.M. Montpellier	50.00
SNCF Massena	100.00
Militant CGT banques	60.00
CGT Compagnie Bancaire	150.00
Diffuseurs presse	1000.00
Diffuseurs 5°6°	1040.00
Diffuseurs 1°2°3°4°	280.00
Sympathisants 20°	280.00
Lycées Paris	20.00
Militants 17°	68.00
J.C.B. Nancy	200.00
A.L. Rouen	100.00
P.P. Toulouse	400.00
M.J. Saint-Etienne	500.00
P.B. Courbevoie	100.00
J.A. Coudebec les Elbeuf	50.00
Comité Rouge Gennevillier Asnières	80.00
Sympathisants Caisse d'Epargne Lyon	440.00
C.M. St Etienne du Rouvray	100.00
Diffuseurs Clermont Ferrant	50.00
Diffuseurs Orléans	600.00
Nouveau total	151 683.60

Libellez vos chèques à l'ordre de Pierrette Chenot, Rouge, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

BULLETIN D'ABONNEMENT

À découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM

PRENOM

ADRESSE : RUE

N° VILLE

CODE POSTAL

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
6 AN	300 F	200 F	500 F
1 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

ABONNEMENTS VACANCE, PRECISER :

Ancienne adresse :
N° de la bande d'envoi :
Nouvelle adresse :

PERIODE CHOISIE : Du Au

TARIFS	15 jours	1 mois	2 mois
FRANCE	20 F	40 F	60 F
ETRANGER	33 F	65 F	100 F
AVION : écrire au journal			

Après la journée du Jeune Théâtre à Montpellier

LA MAIN MISE REFORMISTE

Les « 14h pour le Jeune Théâtre », organisées le week-end dernier par l'AJT du Languedoc-Roussillon, semblent avoir été essentiellement conçues pour le seul usage des élus locaux. L'AJT constate qu'hormis la région parisienne, le Languedoc-Roussillon est l'une des régions où le pourcentage de troupes est le plus important. (14 compagnies) et « où les conditions d'existence sont les plus dramatiques, où la lutte qui se développe semble des plus exemplaires ».

Ceux qui attendaient une confrontation sur le théâtre auront été un peu déçus. On a beaucoup parlé de revendications et de gros sous. Cela frisait par moment le racolage électoral, comme l'a fait remarquer une participante. Cela était clairement affirmé par les organisateurs : « la revendication culturelle doit être comme la revendication économique liée à une politique économique développée, portée par les forces vives de la région ».

Ainsi, le théâtre rejoint cette Union du peuple de France. En effet, l'AJT fait référence explicitement à la progression sensible des forces de gauche sur la base du programme commun. Cette prise de position réformiste est claire, mais ce qui est le plus surprenant, c'est le fait que jamais les troupes qui composent l'AJT n'ont discuté cette adhésion au programme commun.

La dominante de l'action de l'AJT, c'est bien la revendication de plus de moyens, puisque tout est axé sur les budgets de l'Etat, des municipalités et ceci même si l'AJT se définit par :

- le respect des critères professionnels et des conventions collectives,
- la gestion démocratique des troupes,
- le théâtre de recherche - théâtre de service

Le colloque fut assez décevant, court : une demi-heure de débats, et monopolisé par les députés du coin. Seule la CFDT a posé le problème de la signification du théâtre comme parole, structure semblable à l'école, ou comme langage et communication. Il est apparu nouveau clairement que pour le PCF, la revendication occitane n'est légitime que dans le strict cadre de la culture : petite zone de « liberté totale » de création. Quant au reste, la politique, on s'en occupe pour vous, et de toute façon, la culture régionale est partie intégrante de la formation de la culture française. Pas de problème donc, et au passage, on s'en prend aux démons de « l'autonomie ».

Les clivages avec les réformistes sont bien apparus dans les commissions de discussions sur « théâtre et école » et « théâtre et région ». Il est tout à fait significatif que le débat sur « théâtre et entreprise » n'ait réuni qu'une trentaine de participants. Un débat absent, comme par hasard, « théâtre et politique ». Pour le PCF, le théâtre est d'abord un lieu qui doit être spécifié et fixe où il faut faire venir des gens. Par contre, d'autres expériences poussent à faire éclater le lieu du spectacle, et à cet égard il est significatif et regrettable qu'à l'occasion de cette journée « le théâtre régional vivra », le théâtre ne soit pas descendu dans les rues de Montpellier pour appeler à réagir contre le désert culturel de la ville. Les débats ont été entrecoupés de morceaux de spectacles des troupes régionales : *Midi bouge* du Théâtre à emporter, *Le temps des cerises* du Théâtre de l'olivier d'Aix, *Le Cabaret Vert...* Le Théâtre de la Rampe avait monté un sketch sur Montpellier et son vide culturel.

L'AJT se félicite de la diversité idéologique du jeune théâtre, c'est finalement du combat que mène le théâtre et en particulier de son témoignage sur les luttes d'une région qu'il était question... mais de cela on a bien peu parlé.

Correspondant

Nouvelles attaques contre Salo

Ça n'aura pas duré longtemps ! il y a peut-être une épidémie de rage, mais il y a aussi une épidémie d'intolérance et de censure. Avec Salo retiré de l'affiche de la plupart des cinémas parisiens qui le diffusaient (il n'est plus projeté qu'à La pagode), nous en sommes à trois. Trois films victimes des censeurs : Gloria mundi, Chantons sous l'occupation et Salo. Ah ! Libéralisme culturel ! Quand tu nous tiens, tu ne nous lâches plus !

La page que nous publierons sur Salo, la semaine prochaine risque fort, à ce train-là, d'être dépassée.

au fil de la semaine

CINEMA

Nouveaux films SON NOM VENISE DANS CALCUTTA DESERT

Pour son dernier film, Marguerite Duras reprend le travail qu'elle avait commencé avec India Song sur les décalages du son et de l'image, mais elle l'amplifie encore en mettant sur la bande son d'India Song une nouvelle bande image. Un film passionnant sur lequel nous reviendrons.

J'AI TUE JESSE JAMES

Tourné en 1949, le premier film de Samuel Fuller n'était jamais sorti en France, il étonne par sa modernité. C'est un western qui efface le récit épique, ses gestes et son spectaculaire, et préfère analyser les retombées de la légende sur ses acteurs désenchantés. La comparaison avec le gaucher d'Arthur Penn s'impose et c'est à l'avantage du vieux Sam.

ANTONIO DAS MORTES

Glauber Rocha, l'auteur du Dieu Noir et Diable Blond, se tourne une fois

de plus vers le Nord-Est brésilien et ses cangaceiros, mais cette fois, moins pour en exalter le lyrisme que pour dénoncer la pénétration impérialiste nord-américaine. Le film le plus rigoureux du cinéma novo brésilien qui fut le phénomène essentiel du jeune cinéma des années 65-70.

RAPPEL

Comment Yukong déplaça les montagnes

Cadavres exquies

L'honneur perdu de Katharina Blum

La dernière femme

Une femme sous influence

Mean Streets

La spirale

EXPOSITION

à Paris pour un mois

JACK LONDON

Jack London et la PDG de Radio-France (Jacqueline Baudrier). La rencontre n'aurait pas manqué d'être explosive. Elle aurait même sûrement mal tourné.

Mais Jack London est né il y a cent ans, et mort depuis soixante, il n'a donc pas

élevé la voix lorsque Jacqueline Baudrier a inauguré l'exposition consacrée au centenaire de la naissance de l'écrivain socialiste, en prononçant un petit speech à la maison de la radio.

Belle exposition par ailleurs, organisée simultanément à Paris et à Lyon, par Hachette-Jeunes, 10-18, le Livre de poche, Edito-service, Gallimard et Stock (conçue par Gilles Costaz en collaboration avec Francis Lacassin). Beaucoup de documents inédits (manuscrits, photos, dessins). Surtout huit photos faites par London, d'une actualité étonnante.

Et des objets (traîneau, totem, un « vrai » matériel de chercheur d'or...). Le plus gênant peut-être, parce qu'ils semblent soudain figer Jack London, l'auteur du *Talon de fer*, de *Martin Eden*, d'*Avant Adam*, dans un passé qui serait anéanti depuis longtemps.

L'absence de chaleur de l'architecture de la Maison de la radio y est peut-être pour beaucoup. Mais aussi, l'aspect promotionnel du « produit » London, sur toile de fond de bi-centenaire des USA et des arrières-pensées de Jacqueline Baudrier.

P.D.

Du 2 au 30 juin, tous les jours de 10h à 19h
116, avenue du Président Kennedy - 75016
Maison de la radio, Métro : Ranelagh ou Passy

URSS

MORT D'UN ARTISTE CONTESTATAIRE



Le peintre soviétique Eugène Roukhine vient de mourir dans l'incendie de son atelier. Ce géant barbu de 33 ans était l'un des membres les plus actifs du mouvement des artistes contestataires. Dès 1969, il milite pour une peinture libre. Roukhine sera l'un des participants de l'exposition des « bulldozers » qui marquera l'acte de naissance public d'une peinture différente. Il s'était pour cela attiré les foudres des autorités. Combien de fois des vauriens n'avaient-ils pas cassé les vitres de son atelier ? Peintre surréaliste profondément ancrée dans la réalité de son pays, ses toiles étaient des témoignages de la vie russe traditionnelle. Compositions faites de débris de vieux meubles,

collages, toiles représentant des icônes, toutes ses œuvres se teintaient de la nostalgie du passé.

Les peintres contestataires de Leningrad qui voulaient organiser une exposition en sa mémoire ont été brutalement réprimés. Une trentaine ont été empêchés de sortir de chez eux, téléphone coupé, d'autres qui tentaient de s'approcher du lieu de l'exposition étaient arrêtés, l'un d'entre-eux Valery Klever a même été condamné à une semaine de prison pour « trouble de l'ordre public » et « entrave à la circulation ». Décidément il faut encore faire attention à la peinture fraîche.

S.B.

Heidegger

Le sens de l'être

C'est en deux phrases que la télévision annonçait le 27 mai, aux informations, la mort du grand philosophe allemand Martin Heidegger : « Celui qu'on considère comme le dernier représentant de la philosophie réactionnaire allemande (...) Il a accepté en 1933, sous le règne nazi la fonction de Recteur d'Université ». C'était vite régler le compte d'un philosophe d'une envergure immense, étendant son influence à la plupart des penseurs de notre siècle sur la totalité de l'éventail politique : Marcuse, Sartre, Lacan, Derrida.

Au vu des dimensions et de l'étendue de cet écho, il paraît simpliste de réduire Heidegger à une « philosophie réactionnaire ». L'acceptation par Heidegger du rectorat de l'Université de Freiburg en Avril 1933 et son adhésion, éphémère, au Parti Nazi en Mai de la même année restent évidemment une tâche obscure de son itinéraire intellectuel. Encore faut-il savoir que c'est le recteur précédent, membre de la social-démocratie, qui l'avait appelé à cette fonction, qu'il y fut élu unanimement et qu'il ne l'exercera que pendant six mois après lesquels il donnera sa démission, refusant d'entériner la décision du Parti Nazi de révoquer deux doyens anti-fascistes. On sait aussi que son premier acte à ce poste sera l'interdiction de la propagande antisémite des étudiants nazis dans l'enceinte de l'université ainsi que l'autodafé de « mauvais livres ». Par la suite, il manifesterà dans ces cours son opposition voilée au régime avant de finir, après une longue campagne des responsables nazis contre lui,

par allercasser des pierres sur les routes de la région du Rhin. Toujours est-il que son adhésion au mouvement nazi était sincère. Mais, pour autant qu'il n'y a pas de correspondances directes entre les catégories philosophiques et les éléments de l'idéologie politique, on peut considérer l'investissement des catégories heideggeriennes par un contenu idéologique fasciste, comme un glissement ou une réduction. La véritable portée de sa philosophie était ailleurs.

Fondamentalement, la philosophie heideggerienne reste liée à la phase déclinante de l'impérialisme, époque où les formes traditionnelles de l'idéalisme (rationnaliste/humaniste) entrent en crise. Sur le terrain de cette crise, peuvent se développer des percées qui annoncent les bouleversements de la pensée contemporaine de la clôture historique de l'époque de l'idéalisme occidental. Et c'est sur cette clôture que Heidegger insiste. C'est à partir d'elle qu'il va mener son entreprise de déconstruction de la Métaphysique fondée selon lui sur l'Oubli de l'Être. La question du Sens de l'Être est pour lui à la fois ce qui fait l'irréductibilité dernière de la philosophie, la question qui la travaille depuis toujours, et ce qu'elle a oublié, occulté, en devenant métaphysique c'est à dire science des étants. L'Être par lui-même n'étant rien (néant) sinon la détermination des étants qui le manifestent. Cette interrogation de l'Être, source et horizon des étants, va mener Heidegger à réactiver la philosophie présocratique, et surtout interrorla forme

poétique de ses textes. Son travail sur le poète allemand Hölderlin sera un écho développé de cette interrogation.

Parmi les étants (les choses qui y, il en est un qui est privilégié, car il est plus proche de l'Être, c'est l'Être-Là (Dasein). Et seul l'homme est étant à pouvoir être Dasein, parce qu'il parle. A ce titre il est le support de la « Question de l'Être ». L'existentialisme sartrien, en traduisant le Dasein par l'existence humaine, donnait naissance ainsi à un nouvel humanisme fondé sur la liberté de cet étant privilégié. Mais, aussi bien, dans un second temps, Heidegger opérera un renversement considérant que le Dasein n'est pensé qu'à partir de l'Être. C'est le langage qui, maison de l'Être, interpellera l'homme qui n'est que son berger et non le maître. Nous sommes déjà interpellés dans le langage, advenus à l'Être, avant même de penser. La métaphysique occidentale, oubli de l'Être, est obscurcissement de sa clarté, retenue de sa vérité. Aussi la déconstruction de cette Métaphysique consistera-t-elle à déplier la vérité de l'Être de l'étant, cette vérité se déployant dans l'unité du voilement/dévoilement (Aletheia) dans le langage. L'Essence de la Poésie n'est pas sans rapport avec ce dépli, car l'Être habite le langage.

L'importance de ce renversement de la question du rapport de l'Être et du Langage se mesure aujourd'hui à l'écho qu'il rencontre dans l'ensemble de la modernité. Tant dans la théorie psychanalytique que dans la pratique de l'écriture.

W.Q



LIVRES

ME SENTIR FEMME

Danielle Jaeggi

Ed. Oswald - prix maxi : 15 F

« Les femmes mangent à la cuisine - ne s'assient pas au grand repas - au grand débat - les femmes mangent à la cuisine - les restes - au milieu des épluchures et des vieux journaux (écrits par les hommes)... Je suis une femme... J'épluche... lessive, monsieur propre soutien gorge pointu... il va rentrer... je suis en retard - tu justifies la peur de ton corps par des mots protecteurs -

Un peu de sperme et bonsoir - maintenant nous dansons seule et nous rions de votre désarroi - ma vie à faire - mienne - je suis sortie et je respire seule - ouvrir le ventre - voir ce qu'il y a dedans - creuser, fouiller, farfouiller - y mettre les mains - la tête - regarder. »

Je me suis arrêtée à ces mots rencontrés dans le livre de Danielle Jaeggi. Je m'y suis rencontrée femme et au lieu de dire encore une qui fait entendre sa voix, au lieu d'éplucher les virgules et les messages, je vous dis de lire ce livre comme on pose toute sa paume sur un corps qui commence à frémit.

OCTAEDRE

de Julio Cortazar
Ed. Gallimard

Octaèdre, un solide à huit faces, dont chacune d'entre elles est une nouvelle, consti-

tue le dernier ouvrage traduit en français de l'écrivain argentin Julio Cortazar. De Buenos-Aires à Paris, les nouvelles d'*Octaèdre* développent le thème de la solitude et présentent, contre elle, le recours ultime : chercher derrière les apparences banales ce qui peut constituer un sens. Ce thème de la solitude, et cette tentative pour y échapper que constitue sa subversion par l'écriture, ne sont pas propres à Cortazar : ils constituent le patrimoine commun de toute la littérature latino-américaine, d'Asturias à Garcia Marquez et Carpentier.

Pour remédier à cette solitude, trouver un sens qui l'éclaire et la résolve, Cortazar mobilise les ressources du fantastique. Dans *Eté*, l'angoisse créée par un cheval blanc sorti de la nuit rapproche, au moins provisoirement, un couple que ne reliait plus qu'un banal rituel quotidien (mais était-ce bien un cheval blanc ?). Ailleurs, Cortazar nous convie à assister à des jeux risqués dans l'espace du métro parisien qui le fascine : mains gantées qui se rapprochent et s'éloignent au gré des secousses dans *Cou de petit chat noir*, filatures liées au hasard des arrêts dans les stations à changement de *Manuscrit trouvé dans une poche*. D'autres jeux encore : ceux des *Phases de Severo*, la nouvelle la plus troublante peut-être, où une étrange veillée réunit famille et amis dans une cérémonie dont nous ne possédons pas les clefs, et dont il semble que personne d'ailleurs ne puisse prétendre à semblable possession.

En exergue de la nouvelle intitulée *Là, mais où, comment ?*, Cortazar écrit : « Un tableau de René Magritte représente une pipe qui occupe le centre de la toile. Au bas du tableau, son titre : ceci n'est pas une pipe ». Implacablement, *Octaèdre* dénonce les apparences et critique la représentation, dans un cri de

révolte qui ne parvient à s'exprimer que fragmentairement, par une recherche hallucinée d'un sens qui fait toujours défaut.

M.C.

VIENT DE PARAITRE

FOLIO

● Jonathan Swift — *Les voyages de Gulliver* (« l'initiateur de l'humour noir », selon André Breton)

GALLIMARD

● George Orwell — *Catalogne libre (1936-1937)*, coll. Idées

10-18

● Lionel Richard — *D'une apocalypse à l'autre* (les courants culturels en Allemagne, de Guillaume II aux années 20).

● Jean-Luc Dallemagne — *Autogestion ou dictature du prolétariat*.

● Cause commune 1976 (1) — *Les imaginaires*

● Alain Faure et Jacques Rancière (textes rassemblés et présentés par) — *La parole ouvrière — 1830/1851* (textes écrits par des militants ouvriers entre la révolution de juillet 1830 et le coup d'Etat de décembre 1851).

MASPERO

● Victorine B. — *Souvenirs d'une morte vivante* (souvenirs d'une communarde, militante de l'Internationale).

● Jean Cartelier — *Surproduit et reproduction* (la formation de l'économie politique classique).

TRIBUNE libre

DES FEMMES A CANNES

Et d'abord quelles femmes ? Des femmes de Musidora, des Femmes

-Media, des Editions des Femmes. Toutes féministes, cotoyant peu ou prou le cinéma, le faisant le rêvant ou le subissant.

Et décidées à intervenir désormais et là précisément sur les lieux mêmes où se placent les pouvoirs économique et politique. Intervenir. Et non pas solliciter l'insertion, l'intégration à quelque structure officielle, la reconnaissance de leur existence...

Voilà pourquoi des femmes à Cannes.

A Cannes, où au niveau officiel les femmes sont niées ou détournées :

- aucune femme n'est présente dans les commissions de sélection officielle de films et d'avance sur recette du CNC (Centre National du Cinéma) - et s'il se trouve quelques femmes représentées dans les instances de décision du cinéma ou de la télévision, elles ne sont pas la plupart du temps solidaires des autres femmes.

Cela s'explique certainement et c'est un fait politique.

Et pourtant...

Les femmes existent, depuis des millénaires, Elles vivent « leur Différence », Elles n'ont pas besoin d'être reconnues,

Elles sont,

Elles font.

Alors les femmes à Cannes ont choisi un moment politique : celui du festival justement où la grande bouffe de la pellicule bat son plein, confondant pour les cinéphages des horizons les plus divers d'Ouest en Est, fricards et politicards, les buts et les moyens du cinéma.

Vieux débat : le cinoche pour le cinoche ou le cinoche comme « véhicule » ?

Les femmes ont déplacé le festival : elles ont choisi un lieu politique. Loin du Blue Bar et du Palais, la MJC de Cannes-centre. Le public ? peu de critiques et de professionnels du cinéma. Mais des cannoises, des cannoises, des femmes, des hommes, venu(e)s d'un peu partout, d'un peu plus loin, pour voir des films, certes, mais pas n'importe lesquels d'abord, et leur démarche ne s'arrêtant pas là pour en parler, se rencontrer, partager. Donc des films. Lesque ?

Courts et longs métrages, en tout vingt-quatre.

A la caméra, des femmes ; sur l'écran, des femmes. Nouveauté... Pas des zombies, pas des ombres, pas des objets ; pas des stars, des femmes. Généralement le vécu quotidien des femmes, monotone et minutieusement réglé comme l'est un rituel et dont la plupart des films ne nous livrent que des bribes honteuses... Le dressage ou l'apprentissage du rôle féminin traditionnel, masqué subtilement ou pas par le tissu des liens affectifs qui unissent la mère et l'enfant... (« Les laveuses » de Claudine de France. « La petite ménagère » d'Annie Comolli).

Du maquillage de la femme vu sous l'angle du film d'horreur et du masque... (« Helle Girl House » de Francine Winham).

Des enfants, de l'école, et de comment aérer le destin de l'enfant prisonnier, créer d'autres rapports... (« Vitruve, le cricque » de Geneviève Bastid).

Images de femmes qui s'occupent des enfants pendant que les hommes discutent « de choses importantes ». Sons d'hommes qui enferment les femmes dans des définitions ridicules. Images d'hommes qui modèlent des femmes et les agressent. Retournement de ces images et dépassement du simple retournement, terme à terme. (« Sorcière camarade » de Danièle Jaeggi).

Et puis les autres, les grands, les beaux, ceux qu'on voit généralement, les longs métrages, en fait ceux qu'on pourrait voir s'ils avaient trouvé des distributeurs...

« Je tu il elle... » de Chantal Akerman :

Une chambre, un miroir, un sac de sucre, une femme, elle écrit. Elle sort. Elle fait du stop, un camion, un camionneur, l'amour ? Elle arrive chez son amie. L'amour. Peut-être... Le débat : l'homosexualité ? L'amour ? Créer d'autres rapports : force, violence, sucre en poudre, même combat... impuissance.

« Le mariage de Shirin » d'Helma Sanders : des immigrés turcs en Allemagne Fédérale. Turcs ? Non, nouveauté encore : Turques immigrées. L'une d'elles, Shirin, quitte son village natal pour retrouver son promis, transgressant ses propres lois culturelles mais en fait pour y mieux obéir et - déculturation - pour subir de façon irréversible l'op-

pression double de femme-travailleuse-immigrée en Europe.

« Tant d'autres » de Mai Zetterling : la vie d'une femme suédoise d'une quarantaine d'années, lâchée par son mari d'un jour à l'autre. Elle était une femme

heureuse dans une famille heureuse. Que deviendra-t-elle ? Une femme comme tant d'autres dans une situation bloquée. Et puis,

« Dagerréotype » d'Agnès Varda : c'est du cinéma de quartier, du cinéma de voisinage...

Et puis :

« Lénine, petit voyou » de Kirsten Stenback : film danois réalisé par une femme socialiste dans son pays, où il est question d'un Lénine jeune (l'histoire du wagon plombé), paillard, chantant et dansant, sympathique mais si conforme à tous les autres... Film gai, burlesque, fui par tous les distributeurs de droite ou de gauche ; démythifiant le dieu lénine, déboulonnant dans un vaste éclat de rire l'idée même des statuaire, victime à son tour d'un certain manque d'humour généralisé... Woody Allen, Mel Brooks ? Non, Kirsten Stenback...

Et enfin,

« Mon cœur est rouge » de Michèle Rosier : Clara et le travail, Clara et l'amour, Clara qui nous rejoint au cours d'une fête de femmes, belle, grave, Clara mêlée, unie aux autres femmes. Une journée « plan-plan » dans sa vie, tendre sans hystérie. Une sorte de projet féministe, politique, une coulée tendre... un projet ? Mais pour bientôt...

Et tout un cinéma de femmes, donc différent de nature, de structure, d'écriture, de rythme, de tempo. Un autre regard. Une vie autre. Des rencontres, des désirs qui planent, qui se disent tout à coup : pourquoi le cinéma ? et surtout comment le cinéma ? Comment-moi, comment-nous le cinéma ? Et pourquoi pas ?

Des femmes de Musidora et du Groupe Femmes de Cannes. (ou Françoise Oukrate soutenue par les loukoums de Michèle. Le rhum de Lilia et la voix de Anne)

Pour prendre contact avec Musidora : 12 rue des Bernardins, 75005 Paris. Tel : 325 33 96 (réunion mensuelle le 2ème jeudi de chaque moi).

télévision

Dimanche 6 juin

TF 1

20.00 Journal
20.30 Numéro 1
21.30 Regan
22.25 L'œil en coulisse : magazine du théâtre. Séquences sur *Jocaste* de René Ehni, *Vamp* par la compagnie Ham, *La famille* de Lodewijk de Boer, *Boesman et Lena*, *Je n'imaginais pas ma vie demain* de Tennessee William.
23.35 Journal

A 2

13.00 Midi 2
15.00 Foot : Bastia-St Etienne et Nantes-Nice
17.00 Mœurs et coutumes malgaches. Reportage sur les cérémonies traditionnelles d'un village malgache. Mais les peuples ne vivent pas que de cérémonies.
20.30 Il neige au printemps. C'est la première fois que George Cukor fait un film pour la télévision, américaine, évidemment. Cukor est un des grands maîtres de la comédie américaine, ici il œuvre dans son registre habituel avec Katharine Hepburn et Laurence Olivier
23.35 Journal

FR 3

18.15 Breiz o veva Emission en langue bretonne pour les régions de Rennes et Nantes.
19.05 Programmes régionaux
19.20 Actualités régionales
20.00 Thalassa La course en solitaire à travers l'Atlantique : il y a un monde fou.
20.30 Un samedi comme les autres Un reportage de la BBC sur Glasgow. Quand les verts cocoricos se sont tus, la ville retrouve son vrai visage marqué par les rivalités de communautés sociales et religieuses.
21.50 Journal

Samedi 5 juin

TF 1

13.00 Journal
17.20 Tarzan le magnifique Ce film américain de Robert Day (1960) semble mal porter son nom : il n'est en fait que du sous-Tarzan.
19.15 Les animaux du monde Le parc national de Yellowstone
19.45 Journal
20.30 Les vieux de la vieille Ce film de Gilles Grangier est tiré d'un roman de René Fallet. On classe ça dans le genre comédie-farce : les dialogues sont de Michel Audiard !
22.10 Bilan pour le futur Le droit du moins fort Les moins forts aux USA, c'est, vous le savez, les noirs, les femmes, les homosexuels, et les personnes âgées... La dernière émission de cette série sera consacrée aux « bâtisseurs de rêve »
23.10 Journal

FR 3

20.30 Les visiteurs du dimanche soir Réflexion — Les couleurs de l'espérance Avec Roger Garaudy et... Louis Pauwels. Les extraits de *Fellini Roma*, seront diffusés en cours d'émission.
22.15 Journal
22.30 Cinéma de minuit — cycle Frank Borzage The mortal storm (1940) Le drame d'une famille, victime de l'avènement du fascisme.

Lundi 7 juin

TF 1

20.00 Journal
20.30 PCharade Une comédie policière de Stanley Donen (1963)
22.10 L'Argentine La suite du bon documentaire de Claude Fléouter et Robert Manthoulis. Cette seconde partie est consacrée aux gauchos : qui vivent encore comme il y a 100 ou 150 ans.
23.10 Journal

A 2

17.05 Le gentleman de Cocody Un film de Christian Jaque
20.00 Journal
21.50 Alain Decaux raconte Raspoutine L'histoire vue par le petit bout de la lorgnette...
22.50 Journal

FR 3

19.55 Flash journal
20.30 Prestige du cinéma O.K. patron, de Claude Vital (1973)
21.50 Journal



**CHRONIQUE
DE JUIN 36**



LA GREVE A RENAULT



Avant 36 : peu de syndicalisation

En 1936, les usines Renault de Billancourt rassemblent déjà la plus grosse concentration ouvrière de la région parisienne (30 000 personnes sur 80 ha). Pourtant, dans ce bastion ouvrier, les organisations politiques et syndicales ne comptent que des effectifs dérisoires au milieu des années 30. La cellule du PC, créée en 1925, semble disparaître de 1929 à

1931, elle compte 19 adhérents en 1931, 120 en 1936. Les socialistes ne sont pas organisés à l'intérieur de l'usine. Les trotskystes ne comptent que quelques militants. Sur le plan syndical, seule la CGTU, majoritaire dans la métallurgie lors de la scission de 1921, était représentée. Mais ses effectifs ne dépassent guère ceux du PC : 180 membres au

début de 1936. Comment expliquer cette faiblesse dans les organisations ouvrières ? (1)

Le développement du mouvement ouvrier dans la métallurgie s'est longtemps appuyé de façon privilégiée sur les professionnels. Or la rationalisation patronale et l'introduction du travail à la chaîne dans

les années vingt ont modifié la composition de la classe ouvrière en gonflant les effectifs des OS. Mais cette évolution d'ensemble ne s'applique que partiellement aux usines Renault où de nombreuses productions échappent au travail à la chaîne (voitures de luxe, moteurs d'avions, chars d'assaut, etc). Aussi la proportion des OP reste-t-elle forte (près de 40 % en 1935). Les militants sont réduits à la clandestinité.

du 31 mai au 6 juin 1936.

Dimanche 31 mai : titre de l'Humanité : « les 500 000 ouvriers de 35 usines dont Citroën sont à leur tour victorieux ». Le PC assure le prochain gouvernement de son soutien sans éclipse.

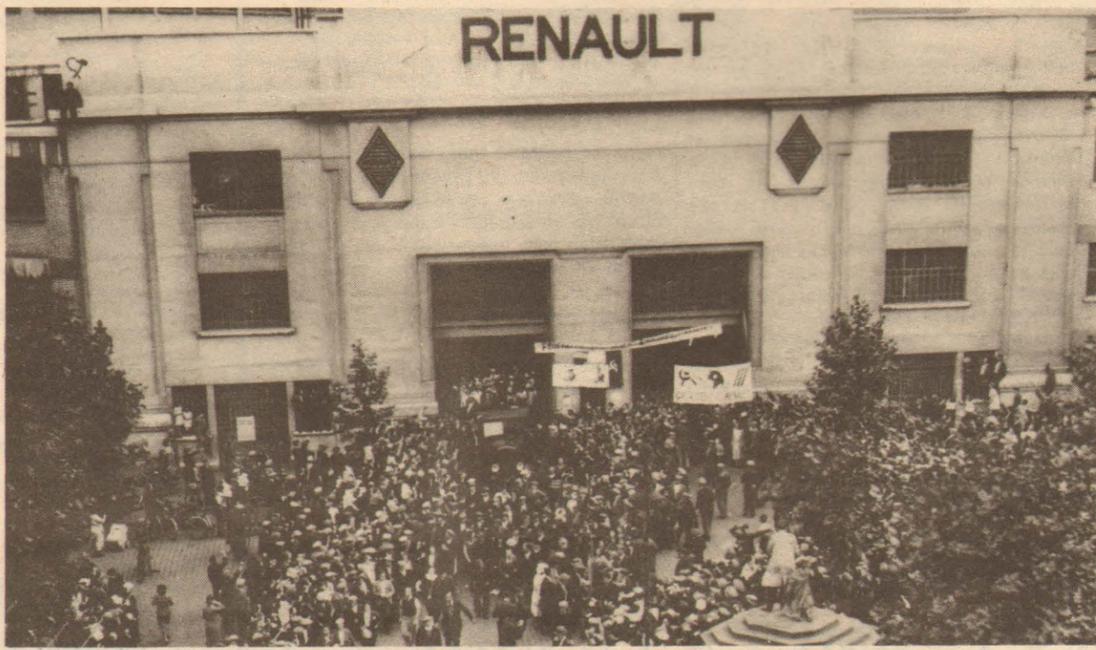
Lundi 1^{er} juin : fin du congrès du PS.

Mardi 2 : au lendemain de la Pentecôte 300 nouvelles grèves éclatent.

Mercredi 3 : 200.000 grévistes. Renault à nouveau occupé. Frachon : « non, nous ne sommes pas débordés ».

Vendredi 5 : Blum demande aux travailleurs de prendre patience. Gros titre de l'Humanité : « Dans l'ordre, pour le pain ».

Samedi 6 : Le gouvernement Léon Blum se présente devant la Chambre. Titre de l'Humanité : « L'ordre assurera le succès » qui annonce toujours de nouvelles victoires tandis que l'on approche du million de grévistes. Jouhaux : « A aucun moment les grèves n'ont eu un caractère politique ni insurrectionnel. Elles sont strictement revendicatives et corporatives ».



Témoignage d'un ouvrier inorganisé « Tout le monde en avait marre, tout le monde a marché »

Ceci est le témoignage d'un ouvrier de Renault qui a participé aux grèves de 1936. Entré chez Renault en avril 1936, il y a passé 35 ans de sa vie. Il ne fut jamais un militant. Comme il le dit lui-même à plusieurs reprises, il « a suivi le train ». Mais justement, n'est-il pas représentatif de la manière dont une large fraction de la classe ouvrière a vécu les grèves de juin 36 ?

Je suis rentré chez Renault le 23 avril 1936, à l'usine O, une annexe de Billancourt qui employait 6 000 personnes et fabriquait des cars, des cabines, des camions, des voitures industrielles.

Avant les grèves, c'était comme au régiment

Dans l'atelier c'était la méfiance partout. J'ai constaté par la suite qu'aucun gars n'avait le même salaire. Pour n'importe quelle faute, le contremaître pouvait retirer 2 sous de l'heure. Certains jours, quand vous arriviez le matin, le contremaître vous disait : « Y a pas de boulot, vous reviendrez demain ». Pourtant il y avait des gars qui venaient de loin. Le lendemain par contre, il fallait rester jusqu'à 7 ou 8 h. Le midi, au coup de sifflet, il fallait ranger ses outils dans sa caisse ; si le contremaître trouvait des outils non rangés, il les emportait dans son bureau et il fallait aller les rechercher ; cela signifiait 2 sous de l'heure en moins pour la quinzaine. Il y avait donc une discipline stricte. C'était comme au régiment.

« C'est la grève on arrête le boulot »

La grève a commencé, je ne sais pas trop comment. C'est venu de la grande usine (Billancourt). Ça s'est

déclenché d'un seul coup : « c'est la grève, on arrête le boulot », tout le monde se regardait.

La première nuit tout le monde est resté sauf les cas de force majeure. Fallait donner une justification pour s'en aller parce que à ce moment là, toute la structure qu'il y avait dans l'usine s'est manifestée. C'est eux qui ont pris l'affaire en main. Il y a eu des réunions par ateliers, des délégués ont été nommés, mais c'était certainement une chose qui était déjà faite d'avance. Moi je suivais le train. A mon point de vue, c'était les gars les plus décidés, les plus avancés qui ont pris ça en main. Tout le monde en avait marre, tout le monde a marché.

C'était pas contre le gouvernement qu'on faisait grève, c'était plutôt pour les conditions de travail que ça a éclaté. On ne causait pas du gouvernement et du Front populaire. Faut dire que même si j'ai toujours voté pour l'ouvrier, pour la gauche, j'ai jamais été politisé. Peut-être que la victoire du Front populaire a facilité le débrayage.

La grève s'organise

La grève s'est peu à peu organisée. Les premiers jours c'était un peu la débânde. C'est le syndicat, ceux qui s'occupaient de ça, qui ont organisé l'occupation, le nettoyage, les distractions. On venait soit le jour soit la nuit, on occupait à tour de rôle une nuit sur trois. Tout le monde partici-

paît. A la sellerie, il y avait surtout des femmes, mais elles n'occupaient pas la nuit.

On s'occupait comme on pouvait. Les gars rentraient en moto dans le grand hall et faisaient du slalom autour de quilles. Des chanteurs sont venus. J'ai entendu Saint-Granier, c'était pas un chanteur populaire, mais pour une fois il a dit qu'il était avec nous. On jouait aux cartes, on discutait. On a fait des caricatures des chefs et il y a eu des simulacres de pendaison. Mon contremaître a été caricaturé sur une planche et des copains ont été pris en photo en train de prier sur sa tombe. A l'île Seguin, ils en ont même foutu un à la Seine pour de bon (Verdure, il s'appelait).

La nuit on pouvait dormir tranquille, il y avait toujours des guetteurs sur les toits et des rondes étaient organisées. Moi, je m'étais fait un hamac. Il y avait plein de coussins puisqu'on faisait des cars, alors on dormait dessus, mais il n'y a jamais rien eu d'esquinté.

On était 7 ou 800 à occuper la nuit. On était prêt à se défendre. Une fois, il y a eu une alerte. Les guetteurs ont vu arriver une troupe de gars. Les sirènes se sont déclenchées, tout le monde s'est précipité. Mais c'était juste les gars de l'Emallerie parisienne qui venaient nous annoncer qu'ils avaient obtenu une convention collective.

On discutait un peu entre nous, on jouait aux cartes. De temps en temps, on nous faisait venir et on nous tenait un peu au courant de la situation. On attendait les résultats des négociations. Y en avait certainement qui étaient au courant, mais pas moi, je suivais le train. Dans les revendications, on tenait surtout aux conditions de travail. Je voulais être traité comme un ouvrier

pas comme un chien dans un jeu de quilles. C'est pendant l'occupation que je me suis fait des copains, avant, dans le travail, on ne se causait pas beaucoup.

La reprise

Le dernier jour de la grève, il y a eu le défilé dans Boulogne. Les gars avaient eux-mêmes construit des chars qu'ils avaient décorés. On était des milliers à défiler dans Boulogne derrière les chars. Il y avait un enthousiasme formidable, c'était superbe. Avec les 40 h et les congés payés, on se sentait victorieux. On aurait été jusqu'au bout du monde, comme ça en défilant.

Quand on a recommencé à travailler, c'était plus pareil. Avant, il y avait une sorte de lâcheté vis à vis de la direction et des compagnons ; après, c'était fini, on aurait dit qu'il n'y avait plus de maîtrise. Les gars tapaient sur les épaules du contremaître. Mon contremaître a été muté dans un autre atelier, les gars n'en voulaient plus. C'était plus la même vie. Maintenant, pour un travail égal, il y avait un salaire égal ; alors qu'avant c'était à la tête du client. Y a eu la sécurité dans le travail ; on ne vous disait plus quand vous arriviez le matin après une heure de métro : « vous revenez demain ». Un ouvrier pouvait demander ses temps, réclamer sur les temps qu'on lui donnait pour faire une opération.

Comme tout le monde, après la grève je suis rentré au syndicat. C'était la mode, tout le monde le faisait, j'ai fait comme les autres. J'avais juste ma carte, je ne suivais pas les réunions... Après il y a eu les premiers congés payés. On est parti au Havre ; sur les plages les riches s'éloignaient en disant : « v'la les congés payés »... ■

La faiblesse des organisations ouvrières tient davantage à la conjoncture économique et sociale. L'échec des grèves révolutionnaires de 1919 et 1920 ont assuré au patronat et au pouvoir une période de 15 ans de relative « paix sociale ». La crise économique qui touche le pays en 1931 ne favorise guère l'essor des luttes ouvrières. A Billancourt 8 000 ouvriers sont débauchés de 1930 à 1933. La baisse des salaires et la diminution du temps de travail ne sont que très partiellement compensées par la baisse des prix. La peur du chômage était aggravée par les fluctuations saisonnières de la production : les usines débauchaient une partie de leurs ouvriers de septembre à février, époque où les commandes étaient moins nombreuses. Les ouvriers repérés pour leurs activités politiques ou syndicales avaient peu de chances d'être repris. Le système policier (listes noires, mouchards, fouille des vestiaires) qui régnait dans l'usine contraignait à la clandestinité les militants. Enfin la ligne ultra-gauche et sectaire défendue par le PC et la CGTU jusqu'en 1934 (appels à la création de soviets, dénonciations des sociaux-fascistes de la SFIO) achèvent d'isoler les militants.

Un nouveau climat

Depuis 1934 cependant, le climat s'était quelque peu modifié. Le 12 février, lors de la grève générale appelée par les syndicats en réponse à l'émeute fasciste du 6, la direction de Renault fait placer les flics devant l'usine et organise le ravitaillement à l'intérieur de l'usine pour éviter la sortie en masse des travailleurs à l'heure du déjeuner. Les ouvriers, révoltés par ces pratiques renversèrent et brûlèrent les chariots qui apportaient les sandwiches. Puis ils sortirent de l'usine et affrontèrent les flics jusqu'à la nuit. A la suite de ces affrontements violents, on devait relever deux morts. Cette journée marque le point de départ d'un réveil de la combativité ouvrière. Dès lors un nouveau climat se développe dans l'usine. Des grèves éclatent en 34 et en 35 atelier par atelier, une plate forme de revendications est élaborée. L'attitude du PC pour qui la défense de l'URSS passe désormais par l'utilisation de la classe ouvrière comme force de pression dans le cadre de la politique de front populaire s'adapte plus ou moins bien à ce regain de la combativité ouvrière.

J.F.P.

(1) Cet article s'inspire largement du mémoire de B. Badie réalisé à l'institut d'études politiques en 1971 et repris dans un article du Mouvement Social n°81 d'oct. déc 1972.